“Kitab Al Jazaïr Fi Radd ‘Ala Ashab at Taghout wa Ahlou Takfir”

« Le Livre de l’Algérie en réplique au suppôt du Taghout et aux extrémistes du Takfir »

« Au nom de Dieu, le Miséricordieux, le tout Miséricordieux »

Sommaire

INTRODUCTION

****

I) LE MOUVEMENT ISLAMIQUE ALGERIEN ET LE JIHAD : DE 1989 à 1995

****

II) LA FIN DU JIHAD ISLAMIQUE ALGERIEN : 1995 à 1997

****

III) AU COEUR DE LA MANIPULATION

CONCLUSION

INTRODUCTION

Traités des événements que connut l'Algérie à partir de 1989, est une entreprise extrêmement complexe, tant à cerner qu'à rendre compte de manière claire et compréhensible, pour le lecteur musulman et francophone de surcroît.
Dans ce conflit : la multiplicité des acteurs, des intervenants, des différents groupes ennemis au sein même de l'appareil d'état, mais aussi les divergences idéologiques entre groupes islamiques, les nombreuses zones d'ombre, les manipulations en tous genre, les opérations d'intoxications venant de partout, les guerres secrètes entre services français et algériens, les luttes politiques, médiatiques, sociales entre mouvement kabyle et état, entre pro-FLN et pro-occidentaux, entre clans militaires, entre partisans de l'éradication des islamistes et partisans du dialogue…Tout ceci a eu des incidences directes et majeures, en terme opérationnelle, sur la guerre civile algérienne : réussir, à rendre compte de manière concise ce chaos de la situation politico-sociale de l'Algérie des années 90, est en soit un défi, que cet êpitre sur l'Algérie ne tentera pas de relever…

Pourtant l'importance du sujet est crucial, tant au niveau des nombreux enseignements à en tirer, que par son poids dans notre mémoire collective, mais surtout, par l'obligation de faire un bilan historique réel de tout ces événements : car c'est toujours avec stupeur que nous voyons certains jeunes musulmans n'ayant aucune culture historique et politique, adopter les interprétations pernicieuses de ces événements que font certains de ces *savants* du hizb mourji ignorants ou feignant d'ignorée la réalité des événements algériens.
Nous n'avons pas trouvé une seule explication complète et réelle des événements algériens dans les différentes sources de cette mouvance soi disant *salafiya*, pourtant nous avons vu, chez eux, quantité de raccourcis, d'amalgames et d'autres simplifications grotesques, digne de leurs niveaux habituels de compréhension.
Un seul mot d'ordre dans ce hizb qui veut contrôler les esprits de ces pauvres adhérents : les problèmes de l'Algérie des années 90 viennent des *méchants* khawarijs-takfiri qui se sont révolté contre le *gentil* état algérien…
Ce n'est pas notre volonté de faire de l'humour, mais bel et bien la réalité de la thèse mourjite actuelle…
Et la conclusion qu'ils font de cette tragédie n'est pas surprenante lorsqu'on connaît leur véritable but : la soumission inconditionnelle au pouvoir en place, soumision qui dépace largement le cadre islamique légal…

L'esprit de réflexion critique étant pour ce hizb mourji, un danger pour sa survie, il ne cherche pas à développer une autonomie dans la recherche du savoir (*quelque qu'il soit*) chez ses partisans, qui eux malheureusement, ne cherchent pas non plus à connaître la réalité profonde des choses.

L'ignorance de la réalité des événements algériens est le fonds de commerce de certains prêcheurs du taghout, et nous savons tous, que le hizb *salafi* mourji taqlidi, profite avec délectation de cette ignorance, chez la grande majorité de ces adeptes pour promouvoir son idéologie corruptrice et corrompus.
L'exemple algérien est donc pour eux une arme de dissuasion massive contre les mouwahidines moujahidines : en montrant par des raccourcis grotesques que les partisans du Tawhid et du Jihad, par leurs rejets des gouverneurs tawaghits et l'accomplissement du *takfir sha'ri* sur eux, sont les mêmes qui commirent des crimes de masse contre le peuple algérien, car tous cela, selon eux, n'est issue que d'une seule et même méthodologie celles des khawarij-*takfiriyoun*…

Et comme d'habitude, les « simplets » de ce hizb, embourbés dans le Taqlid, ne font aucun effort aussi minime soit-il pour vérifier la réalité de telles accusations, avec honnêteté et objectivité, ce que – nous devons le reconnaître – même les non musulmans mécréants, mais toutefois sincères, arrivent à faire…

Ce sont tous ces impératifs qui nous obligent de relater les événements réels, et ainsi, nous allons tenter d'expliquer avec quantité de preuve à l'appui l'exactitude des événements de l'Algérie des années 90,

La seule prétention de ce qui va suivre est de démontrer que :

- la manipulation claire et évidente, de groupes qui se firent passé pour moujahidines, a été orchestré par les éléments les plus vils, les plus mesquins, et les plus extrémistes, de l'état et de l'armée algérienne qui n'hésitèrent à utiliser aucun moyens et à aucun moments pour réaliser leurs buts.
- les moujahidines véridiques, partisans de l'Islam authentique, du Tawhid et du Jihad, non seulement non jamais commis ce qu'on les accuse mais en plus ont combattu, par leurs actes, leurs paroles, les véritables auteurs de ces crimes sans justification et que c'est eux qui ont alerté la communauté islamique mondiale, dés leurs premiers doutes, sur les manipulations de leurs ennemis visant à les calomnier.

De plus beaucoup de partisan du Tawhid et du Jihad sont victimes, eux aussi de cette ignorance des événements algériens, ignorance qui pourront les entraîner dans des piéges savamment construit pour détruire la da'wa authentique et la faire tomber dans des exagérations nuisibles, contre productives.
Seul l'expérience vécut ou la compréhension globale de ces événements, peut empêcher erreurs, mauvais jugements, précipitations, car les ennemis acharnés du Tawhid guettent chaque faux pas, afin de pouvoir réaliser ces objectifs.
Les enseignements du cas algériens sont extrêmement nombreux pour ceux et celles qui cherchent à comprendre l'origine des manipulations venant de toute parts et qui cherchent la position islamique la plus juste pour faire triompher le Tawhid, dans un contexte mondiale très en défaveur de l'Islam authentique et de ses partisans.

I) LE MOUVEMENT ISLAMIQUE ALGERIEN ET LE JIHAD : DE 1989 à 1995

A) Rappel

● En 1989, au mois de février à la mosquée Ibn Badis d'Alger, ou selon les versions, le 10 mars à la mosquée Al Sounna de Bâb el Oued, est proclamé officiellement, la création du parti islamique qui veut créer et établir en Algérie, un état et une société conforme à l'Islam : c'est le Front Islamique du Salut (**FIS**).
Au fil de sa progression, il regroupera un large éventail de courants et de personnalités, toutes de traditions islamiques et toutes unies dans leurs oppositions au régime algérien, parmi les tendances les plus visibles, il y a :

- celle issue des Frères musulmans (*elle même divisée entre plusieurs sensibilité*)
- celle issue de la ja'zara (« *algérianiste* »), certains la décrive comme proche idéologiquement des théses de Sayyid Qotb, d'autres comme un mouvement islamiste avec une idéologie nationaliste, quoiqu'il en soit, se sont pour la majorité des universitaires algériens qui se situent à l'extrême des positions traditionnelles des Frères Musulmans mais sans basculer absolument dans l'idéologie de ce qu'on appelle communément *Salafiya Jihadiya* : c'est un mouvement islamique totalement algérien dans son essence et dans son idéologie et il est le plus aboutit intellectuellement,
- **celle issue de la Salafiya traditionnelle** (*excepté la tendance mourji' représenté par Ramadani*) **et de la *Salafiya Jihadiya***, avec beaucoup d'anciens d'Afghanistan, qui ne partage pas toutes les lignes du **FIS**, mais qui reste solidaire du parti et sont dans l'attente et dans l'observation « passive » des résultats de la stratégie du **FIS**

● Le processus de démocratisation et de multipartisme tout nouveau en Algérie, débouche le 12 juin 1990, sur une écrasante victoire dans les élections municipales et régionales du **FIS**, dans ce qui est le premier scrutin libre de l'histoire de l'Algérie et même du monde arabe : le message est claire, le peuple algérien dans sa majorité adhère aux messages du **FIS** et rejette le FLN et tout ses suppôts quels qu'ils soient, ainsi que les partis démocratique laïque occidentaliste…
Espérant, que le vote des algériens n'était qu'un vote d'essai, une expression rageuse et exagérée de la part de ceux qui n'avaient jamais pu s'exprimer auparavant, le président Chadli et son gouvernement, et malgré les tentatives de la part de généraux de freiner le processus électoral, décide de la tenue et du maintien des élections législatives, dont le vainqueur assurera la formation d'un gouvernement.

● Au cours de toute cette année 1991, d'immenses difficultés politiques sont créé par le régime et les généraux ; manifestations, émeutes, provocations policières, chute du gouvernement jugé trop modéré par les militaires, grève générale, et arrestations en juin 1991 des leaders du **FIS**, Abassi Madani et Ali Belhadj, interdiction de publication des journaux islamiques, l'armée créant ce climat de peur et d'instabilité pour discréditer le **FIS**.
Malgré tout cela, le premier tour des élections de décembre 1991 est un second triomphe pour le **FIS** : 118 députés élus contre 16 pour le FLN…

Le calcul politique pour le second tour est simple, même si tous les autres partis politiques s'unissaient contre le FIS, celui-ci était certain d'avoir la majorité absolue au parlement, sans être contraint de s'allier avec quiconque…
Ce message politique du peuple algérien a été très bien entendu et compris par les militaires et les « durs » du régime. Ne pouvant pas empêcher de manière « pacifique » le **FIS** de prendre le pouvoir, les généraux Larbi Belkheir, Khaled Nezzar, Mohammed Lamari, entre autres, décident de mettre fin à la « récréation démocratique » :
Le 9 janvier 1992, le général Mohammed Touati, chef d'état major énonce :

« *Nous considérons le FIS comme un danger national et il doit par conséquent être détruit. Nous voulons l'éclatement de son appareil, de ses moyens, et de ses chefs…* »

Avant le second tour prévue pour le 16 janvier 1992, l'armée algérienne prend le pouvoir le 11, oblige le président Chadli a démissionné le 12, et interrompt les élections le 13.
Le 4 mars le **FIS** est officiellement dissout et interdit.

Reste maintenant à dépopulariser les « islamistes » au sein de la population algérienne en lui donnant une bonne leçon…

B) Les mouvement islamiques armées du Jihad Algérien

Dés lors pour beaucoup de musulmans en Algérie, avec le coup d'état des militaires, c'est le début d'un combat légitime qui s'annonce : cet état avait clairement démontré qu'il ne voulait pas de l'Islam pour modèle, que se soit par processus démocratique ou autres…

● De janvier 1991 à Juin, la répression féroce et impitoyable de l'armée s'abat sur toutes contestations : prés de 40000 arrestations durant cette période (*soit une moyenne de plus de 200 par jour !!!*)
Plusieurs milliers de sympathisants du **FIS**, choisirent le maquis, plutôt que les camps de détention du Sahara : les partisans d'un état islamique n'eurent plus d'autres choix que celui du Jihad, certains au sein du **FIS** s'y étaient préparé dés le début, et le retour de prés de 1200 moujahidines algériens d'Afghanistan, entre 1989 et 1992, renforcèrent les partisans du Jihad contre l'état apostat.

● Durant cette période (*janvier/juillet*), plusieurs tendances islamiques se regroupent autour d'une formation armée communes, les principales tendances sont :
1) des sympathisants du **FIS**, qui au passe au Jihad armé
2) Les vétérans d'Afghanistan comme Qari Saïd, Tayyeb Al Afghani, Saïf Allah Ja'far Al Afghani
3) Certaines figures locales du militantisme islamique armé comme Moh « Leveilley » d'Alger, qui dés le coup d'état ont commencé leurs opérations contre la police et l'armée algérienne
4) Des groupes minoritaires extrémistes déviant qui ont toujours été isolé idéologiquement des autres mouvements islamiques, et qui essaie de gagner des adeptes en profitant de l'ambiance généralisée à l'appel du Jihad
5) Certains groupes inconnus, qui apparaissent après le coup d'état de janvier…

● Tous se sont regroupés autour d'une appellation commune le **Groupe Islamique Armée** (**GIA**) :

Mais presque jamais, le **GIA** ne sera une organisation structurée avec une hiérarchie claire et identifié, comme peuvent l'être d'autres organisations, il y aura certes un Emir commun, dont le pouvoir sera plus en terme de directive générale, que de contrôle opérationnelle claire et directe sur tout les différents groupes (*katayeb*), donc en réalité, il est plus exact de parler des « Groupes islamiques armés », car sous le sigle **GIA** se rassembleront une multitude de groupes.

● En marge du GIA, 2 autres formations islamiques armés sont crées :
- Les précurseurs du Jihad en Algérie[1], tel le charismatique Abdelkader Chebouti, mais aussi Mansouri Meliani, Ezzedine Baa, ont crée le **MEI** (*Mouvement de l'Etat Islamique*), avec l'aide d'ancien militants du FIS comme Saïd Makhloufi qui sont passé à la lutte armée.
- les militants issue du courant de la Ja'zara, sous l'égide de Cheikh Mohammed Saïd, très important idéologue et universitaire islamiste, ainsi que Abdelrazzak Redjam, qui ont crée le **FIDA**, (*front islamique pour la da'wa et le Jihad*), une organisation composée d'unité d'élite et parfaitement structurée, qui fera sa spécialité d'éliminer les intellectuels démocrates laïques et apostats occidentalisés, qui attisent la haine de l'Islam, par leurs paroles et écrits.

Beaucoup d'autres attendent les instructions des chefs historiques du **FIS**, comme Abassi Madani et Ali Benhadj, pour pouvoir passer au Jihad[2].

1/ Le GIA Sous l'autorité de Moh « Leveilley » et de Abdelhaq Layada

● Le premier émir du **GIA** fut Mohammad Allal dit Moh Leveilley (*nom du quartier d'Alger*), il s'est faite une réputation de « robin des bois » urbain des quartiers populaires d'Alger, attaques de banques, de commissariats, et de militaires.
Les témoignages authentiques qui nous reste de lui, révèlent un homme simple, ayant de forte conviction islamique, avec un niveau de connaissance religieuse basique mais homogène, et ayant un goût prononcé pour l'action armée.
Sa maturité en terme opérationnelle, lui à tout de suite suggérer de s'unir avec les autres groupes armés dont le **MIA**, afin de créer un front unique du Jihad islamique algérien, sous l'autorité de Meliani, il organise une importante réunion le 31 août et 1er septembre 1992 à Tamesguida : alors que la réunion est censé être secrète, l'armée attaque le camps, Moh Leveilley et plusieurs autres chefs sont tués… Pour beaucoup, au sein même du **GIA**, l'armée a été prévenue…

● L'adjoint de Moh Leveilley, Abdelhaq Layada, qui est désigné Emir national, proclame officiellement la création du **GIA**.
En mars 1993 dans un entretien publié dans le bulletin *Al Chahada*, par des frères algériens de Stockholm en Suède, il énonce :

---

1. De même que l'idéologie "Takfiri" n'est pas arrivé d'Afghanistan comme nous le verrons dans la dernière partie, le jihad algérien lui aussi, n'est pas d'origine afghane : dés 1982 en Algérie, des militants islamiques regroupé autour d'un certain Mustapha Bouyali avait créé une organisation favorisant le jihad qui aura pour nom «*El Moutasabiline fi Sabil Allah* » qui deviendra le **MIA** (*Mouvement Islamique Armée*). Bouyali sera abattu, et le jeune Ali Belhadj sera arrêté comme Mansour Meliani, Chebouti et Amamra Mohamed.
Après sa libération, ce n'est qu'en 1986 que Ali Belhadj fera parler de lui par ses prêches provocateurs défiant l'Etat.
2. On remarque que dés le début les milliers de militants et sympathisants du **FIS** et de la cause islamique qui prennent les armes sont éclatés en trois grande formation : GIA, MEI et FIDA, puis d'autre rejoindrons ensuite l'AIS.

« *Le plus grand drame que vit la communauté des croyants à notre époque est la chute du Khalifat…La jama'at islami pakistanaise ou les frères musulmans ont bien œuvré pour lutter contre les idées de la jahiliyya et établir un état islamique, mais le bilan des 70 années écoulées n'est pas fameux. Les impies ont partout réussi à conserver le pouvoir parce que ces mouvements ont hésité à proclamer le jihad et prendre les armes…Ensuite est venu le FIS dont les objectifs étaient bon, mais dont la stratégie a été défaite par les forces de l'impiété. C'est l'heure pourquoi le GIA a rassemblé les preuves nécessaires selon la shari'a.* »

On voit bien qu'il inscrit l'action du **GIA** dans l'aboutissement des mouvements islamiques « *légalistes* » comme le **FIS** ou les Frères Musulmans avec respect et sans takfir, malgré ses critiques envers la stratégie de ces mouvements…

Au niveau opérationnel : de nombreux intellectuel laïques (*écrivains, journalistes, universitaires*) farouchement anti islamique, certains revendiquant même de manière provocatrice leurs haine de l'Islam « *politique* », sont exécutés, la police et l'armée se faisant de plus en plus souvent attaqué, dans les quartiers populaires, les sigles **GIA** apparaissent sur les murs par défi du pouvoir…
- Au niveau stratégique : Abedlhaq Layada s'est entretenu avec le Cheikh Mohammed Saïd émir du **FIDA**, celui-ci lui demandant que le **GIA** agisse sous l'autorité politique directe du **FIS**. La réunion n'a semblé donner aucun résultat…

Layada est finalement arrêté au Maroc en mai 1993, expulsé et fait prisonnier en Algérie après l'intervention personnelle du Général Nezzar auprès de Hassan II.
Son successeur Issa Ben Ammar, émir de juin à août 1993 est tué lors d'une opération de l'armée.

2/ Le GIA et l'émir « *jihadi* » Saïf Ja'far Al Afghani

● Mourad Si Ahmed dit Saïf Allah Ja'far Al Afghani, 30 ans, est proclamé émir national du **GIA** au mois d'août.
Cet ancien vétéran du Jihad contre les soviétiques en Afghanistan, est l'émir qui a donné l'impulsion stratégique et opérationnel au jihad algérien, sa formation et son expérience afghane, dont 2 années passés dans les camps du *hizb islâmi* du chef afghan Gulbuddin Hekmatyar, lui ont permit d'acquérir une importante culture militaire.
L'année 1993, est une des pires pour l'état et l'armée algérienne :
- Ja'far al Afghani, à la tête du **GIA**, cette toute la « *Salafiya Jihadiya* » mondiale qui ressert les rang autour du Jihad algérien, ainsi le Cheikh Abou Qatada Al Filistini, et Abou Mou'ssab As Soury, entre autres, décident d'apporter leur soutien idéologique, en animant le bulletin officiel du **GIA**, *Al Ansar*.
-En Arabie Saoudite, des imams lors de sermon publics font régulièrement des *dou'as* pour la victoires des moujahidines algériens contres les forces athées laïques.
- Les zones urbaines d'Algérie commence à tomber en masse sous la domination des **GIA**, les populations qui avaient voté le **FIS** soutiennent ouvertement les actions armés contre les symboles de l'autorité. Au sein de la jeunesse algérienne, la popularité du jihad est telle que les montées au maquis se font par groupes entiers, les désertions de militaires se font de plus en plus nombreuses.
- Le 21 août 1993, Kasbah Medir, l'ex-premier ministre du président Chadli et ex patron des services de sécurité est tué de manière spectaculaire : son important convoi de voiture de polices et de gardes du corps tombent dans une véritable embuscade de type militaire…

- En décembre 1993, 14 croates sont égorgés en réponse au massacre des musulmans bosniaques
- le 25 décembre, Sayyah Attia, l'adjoint de Saïf Allah, rencontre les moines français de Tiberine, il leurs offre l'*aman* (protection) au nom de l'émir du GIA en échange de soins médicaux.
Cette visite en terme cordiale, a été confirmée par l'enquête de la journaliste Mireil Duteil dans son livre « *les martyr de Tiberine* ».

● Durant l'année 1993, plusieurs régions seront déclarées libérées par les moujahidines, qui portent des coups rudes à l'armée et la police sous forme d'attaques de casernes, de brigades, d'exécution d'agents : militairement, ne faisant apparemment pas le poids, les services de sécurités de l'armée tentent de monter des opérations de subversions contre le **GIA**, en multipliant les infiltrations de faux « islamistes » et activant ces transfuges et agents doubles…

En octobre est organisé par le service de sécurité militaire algérienne (*le DRS***)** le vrai-faux enlèvement des époux Thévenot, agents consulaires français, selon les journalistes Pascal KROP et Roger FALIGOT, dans leur livre « *DST, police secrète* », Flammarion, p. 451, lors de l'enlèvement :

« *Deux émissaires français sont envoyés auprès du ministre de l'Intérieur algérien […]. Ils n'en croient pas leurs oreilles quand les chefs de la DRS leur disent de ne pas s'inquiéter et que les trois fonctionnaires vont être libérés. Mais alors pourquoi ne pas les libérer immédiatement* <u>*et maintenir cette fiction de leur détention*</u> *entre les mains des « islamistes » ? Nous attendons de vous un geste, disent en substance les Algériens, qui souhaitent que Charles Pasqua donne un coup dans la "fourmilière islamiste" en France…* »

Les généraux algériens, seront satisfait : l'opération « Chrysanthème » de la police française est la plus vaste opération contre les ressortissant algériens depuis la guerre d'indépendance… Les otages sont libérés avec un message des ravisseurs dans lequel, le « *GIA* » demandent à tous les ressortissants étrangers dont les pays soutiennent l'état algérien de quitter le territoire…

● Croyant à une opération d'une *katayeb* autonome, jamais l'émir Saïf Allah Ja'far ne s'exprimera sur cette opération douteuse, pas plus que sur d'autres qui vont suivre.
Il se contente de menacer les occidentaux dont leurs pays soutiennent activement le taghout algérien.
D'après, tous les témoignages concordants sur le fonctionnement du **GIA**, les ordres pour les assassinats spéciaux d'étrangers relèvent de la prérogative exclusive de l'émir national…
Saïf Allah n'a jamais donné d'ordre dans ce sens à un certains Djamel Zitouni, *(qui d'après son "CV" a rallié la cause islamique lors de la création du FIS en 1989)*, et ses hommes, qui attaquent et tuent 5 français à la cité Ain Allah et revendiquent ostentatoirement l'action : les journaux laïques aux mains des généraux amplifient médiatiquement cette action, la France qui réagissait au coup par coup de manière passive jusque la, va maintenant s'impliquer de plus en plus dans la crise algéro-algérienne...

Abbas Aroua, un universitaire proche du FIS, dira plus tard sur cette opération :

« *Il fallait d'abord le valider [Djamel Zitouni] comme un insurgé islamiste aux yeux de l'opposition armée [les moujahidines] et aux yeux de la population. Les médias algériens contrôlés par le pouvoir militaire ont tout fait pour gonfler le personnage*.»

● Dés lors, les informations circulants au sein des groupes du **GIA**, démontre que l'émir Ja'far émet des doutes sur certaine unité commettant des actions injustifiés notamment des actions politiquement très importantes et sans ordres directes, alors que les meurtres arbitraires de personnalités libérales pourtant opposées au régime des militaires, sont imputés aux **GIA** sans qu'il les revendiquent.
Le journaliste et politologue Kamil TAWIL, dans son livre « *Al haraka al islamiya al-moussalaha fil-al-Djazaïr, mina al-inqadh ila al-djama'a* » (*Le mouvement islamique armé en Algérie, du FIS au GIA*), certainement la meilleur enquête objective sur la situation algérienne, révèle un fait frappant : Ja'far Al Afghani a découvert qu'un de ses proches collaborateurs était un agent de la DRS. À l'issue d'un procès interne, celui-ci a été exécuté.

Bizarrement, quelques jours seulement, après cette exécution, les forces de l'ordre repèrent mystérieusement Ja'far Al Afghani et de nombreux membres de son groupe, qui seront tous tués, le 26 février 1994, encerclé dans une maison dans les hauteurs d'Alger, ils ont refusé de se rendre et furent abattu par les forces de sécurité.
Certains affirment que Ja'far avait réussit à soutirer au traître d'autres noms de taupes, d'où la réaction rapides des services de sécurité…
Malgré ses signes annonciateurs de futurs manipulations, le **GIA** sous Saïf Allah Ja'far Al Afghani a donné une impulsion généralisée au jihad algérien :
- En mars 1994, plusieurs centaines de moujahidines du **MEI** attaquent la prison de Batna, des centaines de prisonniers s'échappent…

3/ Le GIA de Cherif Gousmi

● Son adjoint Chérif Gousmi, dit Abou Abdallah Ahmed, ancien combattant en Afghanistan, devient en mars 1994 émir national du **GIA**.
Agé de 26 ans à sa prise de fonction, il a été imam et responsable local du FIS à Birkhadem, emprisonné au Sahara en 1992, il dirigeait jusque la commission religieuse du **GIA**, il avait donné à ce titre un entretien à Peshawar au Pakistan, le 21 janvier 1994, à l'hebdomadaire *Al Wasat* édité à Londres.
Chérif Gousmi est le plus grand émir que le **GIA** ait jamais connu, du à sa culture religieuse, son expérience militaire, et surtout grâce à la qualité des hommes qui l'entoure.
De plus son émirat coïncide avec l'apogée de la force militaire et politique du **GIA**, Gilles Kepel énonce, dans son livre « *Jihad : expansion et déclin de l'islamisme* » :

« *Son émirat représente la période de la plus grande puissance du GIA, qui parvient à combiner l'usage de la violence avec des objectifs politique précis* »

Le journaliste Lyess Boukraa :

« En Algérie, à cette époque, des maquis sont actifs sur presque l'ensemble du territoire national : au sud-ouest d'Alger jusqu'à Sidi-Bel-Abbés, dans les montagnes du Centre, à l'Est entre Bejaia et Jijel, etc. La majeure partie est sous la tutelle des "groupes islamiques armés" que El-Afghani a commencé à fédérer et que son successeur, Chérif Gousmi, rassemblera sous son autorité »

Dés lors que le Jihad remportait des victoires tactiques, les anciens du **FIS** qui ne s'y étaient pas encore engagé créèrent en juin 1994 l'**AIS**, (Armée Islamique du Salut), comme branche militaire officielle du **FIS**.

● Auparavant le 13 mai, un événement capital eut lieu :
- Cheikh Mohammed Saïd, Abdelrazzaq Redjem, les idéologues de la ja'zara, émirs du **FIDA**,
- Saïd Makhlouli, l'ancien du **FIS**, Mansouri Meliani, Ezzedine Baa, émirs du **MEI**,

Tous rencontrent l'émir Chérif Gousmi sous une tente dans la montagne, l'événement politique majeur est filmé, connu sous le nom de « *communiqué de l'unité, du Jihad et de l'attachement au Coran et à la Sunna* ».
Tous décident de faire l'allégeance à Chérif Gousmi, émir du **GIA** : mais le véritable architecte de cette union est le professeur et cheikh, Mohammad Saïd, qui est désormais, par son niveau intellectuel et islamique, la personnalité la plus importante dans l'histoire du **GIA**, et même, au sein de tout le Jihad algérien : l'alliance entre la jeunesse de Chérif Gousmi qui symbolise la force militaire, avec le vieux Mohammed Saïd symbolisant la force politique, font que le **GIA** devient l'une des plus puissante organisation islamique armée du monde arabe.

Au cours de cette rencontre est créée un *Majliss Ach Choura* où figure à titre symbolique Ali Benhadj et Abassi Madani toujours emprisonnés.

Pour le monde entier, l'état militaire algérien est à l'agonie, et semblait vivre ses dernières années, d'autant plus que c'est à ce moment que de nombreux groupes font leurs ralliements au **GIA**, plusieurs évasions de centaines de prisonnier eurent lieu[1].
Dans ce moment crucial où tout semblait possible pour les moujahidines : Chérif Gousmi, émir du **GIA** islamique unifié, est tué par des forces de la sécurité militaire, le 26 septembre 1994, dans un accrochage dans lequel périt aussi un autre responsable du **GIA**.
Djamel Zitouni, qui se trouvait avec eux, en échappe « miraculeusement ».

---

1. Certaines évasions furent totalement inexpliqués par les états-majors des moujahidines, et malheureusement de très nombreux inconnus furent intégrer au **GIA** à partir de 1994 : parmi eux agents de la DRS et des criminels de droit commun…

II) LA FIN DU JIHAD ISLAMIQUE ALGERIEN : 1995 à 1997

A) Djamel Zitouni : le loup dans la bergerie

1/ La prise du pouvoir

Les circonstances de la mort de Chérif Gousmi, troublèrent tout les organisations islamiques armées, la population algérienne et les observateurs étrangers : un émir au faite de sa puissance, dont la sécurité est certainement la meilleur qui puissent exister, ayant sous ces ordres prés de 45000 moujahidines, a été abattu dans une opération si parfaite et si précise que cela ne peut être que troublant…
Un haut fonctionnaire du ministère français de la Défense qui a préféré garder l'anonymat a raconté à deux journalistes français Romain Icart et Jean-Baptiste Rivoire :

« *Cette anecdote [l'embuscade du 26 septembre 1994 dans laquelle Chérif Gousmi et ses lieutenants avaient été tués] m'avait quand même frappé. C'est effectivement qu'ils l'ont épargné [Zitouni]. Qu'ils l'ont épargné volontairement. Alors que tout avait été fait pour l'embuscade et qu'ils tuaient tout le monde s'ils voulaient. Et celui-là n'avait pas été tué exprès. Mais moi, quand on m'a raconté ça, ça ne m'a pas paru surprenant. Qu'on ait épargné un type parce qu'on avait déjà des contacts avec lui et qu'on pensait qu'après il prendrait la relève — ce qui s'est apparemment passé — et qu'il serait plus accommodant, cela me paraissait dans l'ordre des choses, franchement…* »

Aujourd'hui, on sait que ce Zitouni n'était qu'un agent des services algériens, ou du moins leur collaborateur : un ancien officier algérien et ancien des services secrets (DCSA), le Capitaine Hocine Ouguenoune avait révélé au journal anglais *l'Observer* du 08/11/1997, à savoir que ce soi disant *islamiste* Zitouni, chef du GIA, aurait été obligé de travailler pour les services secrets algériens :

« *Djamel Zitouni a été recruté dans un camp au Sahara, où les islamistes avaient été envoyés. Il a été surpris dans des conditions très très gênantes, avec des moeurs homosexuelles. Le chef de la sécurité du centre lui a dit : soit tu travailles avec nous, soit on te balance au niveau du centre, au niveau du camp de concentration. C'est sûr qu'il aurait eu de très très graves problèmes .Dans un centre où il y a des milliers d'islamistes, entendre parler d'un truc comme ça.* »

Quoiqu'il en soit la disparition de l'émir Gousmi, déclenche une vive polémique pour le poste d'émir national du GIA. Selon le règlement intérieur du GIA, c'est au premier adjoint que revient la fonction d'émir.
Dans ce cas précis, Mahfoud Tadjine, issu de la mouvance de la *jaz'ara*, doit prendre la succession de Gousmi et il sera effectivement désigné par le *majless ech-choura*. Tadjine publie un communiqué dans *Al-Ansar* du 16 octobre 1994, dans lequel il reconduit dans sa fonction d'émir national du GIA, le *majless ech-choura* et tous les émirs locaux, il confirme les noms de ses deux adjoints (*Khaled Sahli et Ali Al-Afghani*).

Cependant une autre fraction composée d'élément douteux, celle de Djamel Zitouni et d'un certain Antar Zouabri, conteste cette désignation et tient une autre assemblée dans le but de faire introniser Zitouni comme émir du GIA.
Un communiqué avait été préparé, mais avant d'être publié, des médiateurs tentent de trouver une solution à ce conflit interne surprenant : car Zitouni refuse tout compromis et menace de procéder à une scission du GIA. Tadjine finit par abandonner le bras de force, et finalement un communiqué du GIA annonce que Djamel Zitouni est désormais l'émir national du GIA.
L'orientaliste Gilles Kepell rappel que :

« Les circonstance de sa prise de pouvoir sont si trouble qu'il est rapidement contesté par certaines phalanges locales qui composent le groupe, non seulement des jazaristes qui lui reproche d'avoir ecarté Tadjine, mais aussi des salafistes appartenants à des générations plus anciennes, compagnons de Bouyali comme Afghans »

Le communiqué de la *katiba al-Arbi'a* du 23 décembre 1995 nous as apprit rétrospectivement que Zitouni n'avait été nommé émir que pour une période de transition de trois mois, le temps de convoquer tous les combattants pour réunir un *majless-ech-choura* élargi.
Or, la période transitoire passa et rien ne fut organisé. Le moral des troupes en aurait pâti, mais quand commencèrent les enlèvements de combattants qui ont été tués, le moral se détériora d'autant plus que les hommes éliminés étaient des spécialistes des questions religieuses, militaires, de logistique ou faisaient partie des meilleurs prédicateurs.

L'histoire retiendra seulement que pour préserver l'union du GIA, des moujahidines sincères mais naïfs ont laissé le pouvoir à celui qui creusera la tombe du GIA…

2/ Le Groupe Islamique de l'Armée *algérienne*…

● Jusque l'année 1994, le GIA est incontestablement populaire auprès de la population algérienne, toutes les sources le confirment mêmes occidentales, la prise de pouvoir par Zitouni va transformer le GIA en une machine de guerre contre les moujahidines et l'Islam.
Et opérationnellement tout commence à changer :
- Des attaques à la bombe se multiplient de manière exponentiel et anarchiquement, sans cible claire, causant d'importants tués parmi les civils, comme l'attaque terrible à la voiture piégée du 30 janvier 1995 en plein milieu du boulevard Amirouche à Alger, qui a fait prés d'une centaine de victime…
- Les différents émirs de *katayeb* du GIA, souvent d'anciens d'Afghanistan ou du FIS sont tués ou disparaissent, et sont remplacé par des inconnus
- De plus en plus de moujahidines se font exécuter : des procès internes arbitraires sont organisé par Djamel Zitouni, Antar Zouabri et leurs proches, pour les condamner sous fausse accusation de « traîtrise » à la peine de mort
- Le contact du GIA avec la population civile changé de nature, un témoin de la région de Saoula raconte à la journaliste Salimah Mellah :

« *Le paysage politique a complètement changé dans les années 1994-1995. Les hommes qui avaient recouru aux armes nous étaient de moins en moins familiers. Nous ne savions pas ce qu'était advenu des membres du FIS de notre région qui étaient actifs dans la clandestinité. Certains avaient pris le maquis, d'autres ont été déclarés tués, arrêtés ou disparus. De plus en plus de personnes trouvaient la mort sans que nous en connaissions les motifs. Les assassinats prenaient un caractère de plus en plus arbitraire.* »

● Assassinats, enlèvements, attentats à la bombe, tout ceci de se succèdent de manière anarchique et touchent les civils : une chose est parfaitement visible dans ce chaos, tout converge pour détruire les liens politique et social entre la population algérienne et les moujahidines.
Dès 1995, dans son livre « *L'Islamisme en face* », l'orientaliste et néanmoins objectif, François Burgat relève le but réel d'un certain nombre d'assassinats commandités :

« *Des hommes et des femmes — bien sûr, les preuves "absolues" ne sont pas encore disponibles, mais on dispose de très denses faisceaux de témoignages et d'indices — sont morts pour le seul bénéfice qu'escomptaient tirer leurs assassins de la répulsion inspirée au public de leurs admirateurs.* ***Chaque segment de l'opinion publique a été soigneusement ciblé, chaque mobilisation sociale, ethnique ou socioculturelle aussi, pour tenter de la détourner de son cours naturel et de l'instrumentaliser contre le camp islamiste*** *: les femmes bien sûr, mais tout autant les étudiants, les amoureux du football ou du raï, les Berbères, les islamistes modérés, etc*. »

● Les premières mesures de Zitouni, une fois désigné « émir national » du GIA fin 1994, furent de s'attaquer au courant de la *jaz'ara* : le courant islamique algérien le plus « stratégique ». Il donne alors l'ordre au FIDA, groupe armé affilié à cette tendance, de se dissoudre et interdit les deux journaux que cette dernière publie au nom du GIA. Puis il annonce qu'il est le seul à pouvoir nommer les personnes habilitées à rassembler des dons. On passe de la gestion du GIA, de la choura consensuel à un gestion autoritaire personnel, voire dictatoriale.
Or pour pouvoir avoir la liberté d'action nécessaire sans aucune barrière, Zitouni devait en finir avec le courant de la *ja'zara* qui était par sa maturité islamique et politique, le garant du jihad algérien…

a) L'élimination de Cheikh Mohammed Saïd

● En Avril, une nouvelle sème la consternation : les Cheikhs Abdelrazaq Redjam et Mohammed Saïd sont assassiné : les sabres du jihad algériens sont brisés par cette action, les partisans du Jihad en Algérie sont profondément abasourdi par cette nouvelle, de même qu'à l'étranger.
Très vite, les accusations sur Zitouni, coupable de cet acte criminel sont diffusé, le bulletin *Al Ansar*, lui ne publiera leurs morts officiels que le 14 décembre donnant bonne foi, à la version de Zitouni qui semble paniquer : il dit une première foi qu'ils ont été tués par les services de sécurité…
Les accusations se faisant de plus en plus importante : il revient sur sa version le 11 janvier 1996 pour déclarer qu'ils complotaient contre lui, et qu'il les a donc exécuter…
A Londres, les milieux islamiques qui soutiennent le GIA ne savent plus quoi penser : le Cheikh Mohammed Saïd était le fer de lance du Jihad, à la moralité, et à l'intégrité, au dessus de tout soupçon, sa sagesse et son charisme, sont une perte inestimable, la lisibilité des événements devient difficile, sans la présence d'un homme de confiance tel que lui dans le Jihad Algérien, alors que tout les autres de sa trempe sont soit tués soit emprisonnés…

Dans la confusion généralisée du milieu islamique londonien, qui fait suite à ces meurtres, Abou Qatada et Abou Mouss'ab As Soury, après de longues concertations, exigent de Zitouni

des preuves authentique, vérifiable, et cela rapidement, pour connaître la réalité des circonstances de cette exécution.
Ali Benhadjar, membre d'un groupe qui avait rallié le GIA pour s'en dissocier en 1996, nous raconte les circonstances dans lesquelles ces hommes, parmi les meilleurs du jihad algérien ont trouvé la mort :

« *Mohamed Saïd et Abderrezak Redjam étaient en mission à l'Ouest au printemps 1995 afin de convaincre l'Armée islamique du salut (AIS) de se joindre à la moubaya'a [allégeance] à l'émir du GIA. Leur rencontre avec Kada Benchiha de la zone 4 (chef du GIA pour l'Ouest, liquidé lui-même par la suite), avec Amor Habchi du Centre et Ahmed Benaïcha de l'AIS, a montré que chez ceux-ci, il y avait beaucoup de réserves à l'égard de Djamel Zitouni et de la manière dont il était devenu émir national du GIA après la mort de Chérif Gousmi.* »

« *Zitouni les soupçonnait d'avoir comploté contre lui. Sur leur chemin vers Bougara, ils se sont arrêtés chez nous à Tamesguida […]. J'ai tout fait pour les convaincre de ne pas continuer leur chemin. Nous avions des indices sur les intentions de la jama'a [groupe] de Djamel Zitouni. Amor Habchi, émir du Centre, avait été condamné à mort et exécuté après son retour de l'Ouest. Mais Mohamed Saïd n'a rien voulu savoir. Il nous a répondu qu'il ne serait pas le prétexte d'une division entre les musulmans.* »

Qu'Allah accorde la miséricorde à Mohammed Saïd ; lui qui n'a pas cherché à protéger sa vie que par peur que cela soit au dépend de la cause islamique algérienne…
Après avoir « fait sauté le verrou » qu'était devenu Mohammed Saïd et ses hommes, pour Zitouni et ses affiliés, plus rien ne l'empêchera désormais de faire ce qui lui plait…
Ils s'attachent désormais à tuer et exécuter librement tous les hommes au sein du GIA qui sont susceptible de le stopper, anciens du **FIS**, comme ancien de la Salafiyya Jihadiyya afghane.
Plusieurs centaines de moujahidines furent assassinés par les hommes de Zitouni.
Entre 40 et 50 émirs combattants ont ainsi été tués, presque tous des universitaires, proches de Mohamed Saïd.
Ensuite, une fois éliminés des dizaines de idéologues politiques du GIA et du mouvement islamiste armé, **la violence contre la population et contre les soutiens aux vrai moujahidines redouble dans une intensité qui n'a d'égal que le chaos**…

En mai 1995, un communiqué du GIA menace de mort certains dirigeants du **FIS**, leur interdisant de parler au nom du *jihad* en Algérie, en leur donnant un mois pour se repentir sinon la peine capital sera prononcé…
En juin, Zitouni exclut de la choura Abassi Madani et Ali Benhadj, membre symbolique : **et cette exclusion est tout un symbole de la volonté de détruire le GIA en tant que mouvement islamique structuré…**
Toujours en Juin, Ezzedine Baa, N°3 du **MEI**, est « jugé » et exécuté, car il a rejette l'autorité de Zitouni,
Ensuite c'est le cheikh Sahraoui membre fondateur du **FIS**, qui est abattu à Paris le 11 juillet.
Le communiqué du 27 juillet 1995 publié dans *Al Ansar,* accuse d'apostasie les dirigeants du FIS à l'étranger qui négocie avec certains clan du pouvoir modéré favorable au dialogue avec les « *islamistes* », ce qui déplait, comme par hasard au dur de l'armée, partisan de l'éradication des moujahidines…
Ce sont les premières utilisations du Takfir pour des militants islamiques reconnut par tous…

● Un livre portant le titre « *Hadaya rabbi-al-'alamine fi tabyine ussul as-salafiyine wa ma yadjib mina-al-'ahd 'ala al-mudjahidine* » qui ne porte pas de nom d'éditeur et qui aurait été signé par Zitouni du nom de Abu Abdul rahman Amine le 28 rabi'ath-thani 1416, correspondant au 23 septembre 1995, il tente d'y expliciter sa conception du mouvement islamique qui **se résume en fait à l'exclusion de tout ce qui n'est pas GIA** : pas d'alliance avec les Frères musulmans (*qui ont accepté l'idée de la démocratie*), les soufis, la *jaz'ara*, les *qotbistes*... C'est la justification soi disante islamique aux dérives anarchiques…
Les effectifs du GIA diminuent de jours en jours, l'élimination, des anciens du **FIS**, des vétérans d'Afghanistan et du courant de la *ja'zara*, font fondre les effectifs, de plus dés juin 1995 de plus en plus de groupe décident de quitter le GIA.

b) Les proclamations de guerres à la France et au monde entier…

C'est une nouveauté sous « l'émirat » Zitouni, ce qu'aucun émir précédents, n'avait opté malgré leurs moyens considérables : aucun d'entre eux n'a voulut une confrontation officielle directe avec l'état français.
Le premier acte fut le détournement de l'airbus d'Air France en décembre 1994, malgré que toutes les organisations islamiques armées reconnaissent le rôle négatif de la France mais beaucoup pour des raisons stratégiques ont désapprouvés cette action : au lieu de limiter l'implication de la France, Zitouni, cherche délibérément à faire d'elle un acteur majeure dans le conflit…
Dans son communiqué du 11 janvier 1996, Zitouni avait d'ailleurs évoqué pour se justifier de l'exécution de Cheikh Mohammed Saïd, ses soi disant lien avec des services français !!!
Cette énorme calomnie à le mérite de montrer les divergences tactiques : le stratège Saïd aurait certainement posé de gros problème à Zitouni dans ce choix…
Le second acte fut la prise d'otage et l'exécution des moines trappistes du monastère de Tiberine, **cette opération est en opposition flagrante avec l'aman *sha'ri* que leur avait octroyé l'émir Saïf Ja'far Al Afghani**, cet acte gratuit, extrêmement médiatisé dans le monde entier, porte un coup sévère à l'image du Jihad algérien : il ne s'agissait plus de combattants musulmans luttant contre la dictature militaire algérienne, mais des « *groupes terroristes extrémistes* » qui aimaient à faire couler le sang...
L'emir moujahid Abu Cha'ib Ali Benhadjar dira, dans un document rédigé le 17 juillet 1997, dans le bulletin *Ansar* **«** *L'affaire de la mise à mort des sept moines* »,

« *Lorsque se produisit la dérive du GIA sous la conduite de Zitouni, manipulé par les services de sécurité avec des fatwas et des directives aberrantes, ils annulèrent nos engagements et dévièrent de notre voie en rendant licite le sang, les biens et l'argent de ceux qui n'étaient pas d'accord avec eux. Il n'y a pas à s'étonner si ces valets honteux en arrivèrent à enlever les moines et à les tuer, eux qui tuèrent les meilleurs des prédicateurs et des moudjahidine officiers et des civils qui travaillaient avec eux.* »

Le troisième acte fut la campagne d'attentat en France de juillet à octobre 1995, par laquelle, grâce à Zitouni, la police et les services de renseignements français, démantèlent tous les réseaux islamiques algériens, associations, collectifs, mosquées, imams, qui de prés ou de loin, apportent un soutien quelconque au Jihad algérien…[1]

---

1. Cette affaire des attentats du GIA en France, montre de manière odieuse le plus vil mépris des principes démocratiques que prétend protégé l'état français ; il est désormais claires pour les fonctionnaires des Renseignements Généraux (RG), et de la Direction de Surveillance du Territoire (DST), au sein même du ministère de l'intérieur, qui menèrent l'enquête, que ces attentats ont été commandité par les plus hautes autorités algériennes et ont été mit en place par les services secrets algériens, qui manipulèrent à cet effet de

pauvres et naïfs sympathisants de la cause islamique algérienne comme Khaled Kelkal. L'ex ministre de l'intérieur de l'époque, Jean Louis Debré, l'a clairement énoncé : malheureusement pour des raisons de politiques étrangères la version officielle est encore une foi de mettre tout cela sur le bon dos des islamistes…
Tout cela alors qu'en Algérie, assassinat de civils, attentats à la bombe devenaient désormais monnaie courante…

Après des mois de silence, et d'interrogations sur ces événements : une rencontre de ceux qui soutiennent le GIA dans les milieux islamiques de Londres a lieu le 6 juin 1996 pour prendre la décision de suspendre la publication d'*Al Ansar*.
Aucune des preuves qu'ils exigeaient de Zitouni justifiant les assassinats de Cheikh Mohamed Saïd et de ses hommes ne leurs sont parvenu.
Parmi eux, Abou Qatada el filistini et Abou Moussa'b As Souri, coupent toutes les relations qui les lier avec le GIA et se désavouent de toutes leurs actions…
La *Jama'a Islamiya* égyptienne de cheikh Ayman Al Zawahiri, le Groupe Islamique Combattant Libyen, et beaucoup d'autres organisation par la suite, tous annoncent la fin de leur soutien morale au GIA, et accusent Zitouni de traîtres infiltrés et de khawarij…
Les derniers éléments véritablement islamique du GIA, disposant encore de moyen opérationnel décident coûte que coûte de mettre fin au règne de Zitouni : il sera abattu, le 14 juillet 1996, par un groupe dirigé par Henni Mourad, dit Abou Walid, émir du GIA de la région de Laghouat, avec l'aide d'un autre chef du GIA, Hassan Hattab.

Les auteurs musulmans ou non, qui se sont tous intéressé à cette période, sont tous unanimes, sur le bilan de l'infâme Zitouni, tous font la même conclusion que Gilles Kepel :

« *Les 22 mois que passa Djamel Zitouni à la téte du GIA firent basculer le jihad algérien dans l'échec…* »

Le bulletin *Al Ribat* n°113, du 19 juillet 1996, un organe du FIS, écrit :

« *Le bilan de Zitouni depuis qu'il est à la tête du GIA est extrêmement négatif pour la mouvance islamique algérienne, mais en revanche très positive pour le régime… Sa dérive meurtrière et l'exportation du terrorisme en France ont facilité la diabolisation de l'islamisme algérien, de même la guerre menée à l'encontre des militants et cadres du FIS…* »

c) Déclarations des émirs, des groupes islamiques et des moujahidines, algériens : communiqués d'alerte au peuple musulman algérien et au monde islamique…

C'est une chose inconnu du grand public, musulmans ou non musulmans, les véritables groupes de moujahidines algériens qui luttaient contre l'état apostat, eux, qui étaient sur le terrain au cœur du jihad ont dés le début dénoncé les manipulations qui visaient à les calomnier et les discréditer.
Déjà Madani MEZRAG, Emir de l'**AIS**, dans sa « *Lettre aux moudjahidine* » en mars 1995, écrivait :

« *Faites attention aux éléments douteux qui se sont faufilés parmi vous, qui s'attèlent à mettre les moudjahidine sur la mauvaise voie, à traiter certains parmi eux d'impies sans preuve ni indication. Ces éléments qui ont été formés spécialement pour jouer ce rôle, ont pu infiltrer vos rangs par différents moyens et ont commencé à émettre des avis religieux qui n'ont de preuve que le doute, la haine et ce qui passionne les âmes. Ils affirment qu'une proportion*

importante des moudjahidine est un "groupe égaré qu'il faut combattre", poussant ainsi la sédition parmi les moudjahidine ; ce qui fait l'affaire des forces de la tyrannie »
Le 16 mars 1996, le groupe « *Seriyat al-maouquou'oun bid-dima* » de Blida confirme par exemple les assassinats de *moujahidine* et la diffusion de « communiqués illégaux » qu'elle condamne violemment : celui rendant licite les assassinats des ouvriers de la société Naftal (*société d'hydrocarbures*), les assassinats de femmes et jeunes filles, de jeunes hommes se déplaçant ailleurs que dans leur ville, les attentats à la bombe au centre des villes, l'atteinte à la dignité et à la propriété du peuple.
Le 2 mai 1996, l'émir du groupe « *Al-Baqun 'Alal-'Ahd* » dans « *Communiqué à propos des massacres à Blida et Médéa* » écrit :

« *Les moujahidine ont appris que ces actes criminels successifs visaient des populations connues pour le soutien qu'elle leur a apporté. Ainsi, en un mois, plus de deux cents innocents, la plupart des femmes et des enfants, ont été tués. Notre mouvement al-baqun 'alal-'ahd n'a jamais hésité à clamer devant Allah son innocence de ces crimes […]. Nous renouvelons encore une fois et solennellement notre serment de combattre ces factions qui commettent ces crimes et qui, dans leurs bulletins, soutiennent que ces atrocités sont légitimées par des fatwas pour justifier l'assassinat de femmes et d'enfants* »

Dans ce même communiqué, Abdulrahman Abou Jamal résume ce que des groupes comme *wafa bil-'ahd*, le Mouvement pour un état islamique (MEI), *katibat rabbaniya*, *katibat al-khadhra*, *katibat al-fath*, *katibat Médéa*, *katibat al-maout*, etc. ont déjà dénoncé dans leurs propres déclarations :

« *Il est désormais notoire pour le peuple, en général, et pour les moudjahidine, en particulier, que les groupes schismatiques kharidjites et d'excommunication* ***sont infiltrés par les services secrets de la junte*** *qui manipulent ces groupes […] pour frapper de l'intérieur le noble combat des moudjahidine en les discréditant aux yeux de la population et des religieux. Soit dit en passant, ces tueries ont lieu dans les régions de Blida et de Médéa dont on sait qu'elles sont fortement quadrillées par les troupes de la junte. Tandis que les zones contrôlées par les moudjahidine authentiques sont constamment la cible de raids de la junte, les zones où les kharidjites (GIA) sont présents n'ont jamais été visées par l'armée depuis plus d'un an [depuis début 1995]. C'est une preuve substantielle de l'existence de liens entre le GIA et les services secrets de l'armée pour les maintenir et les utiliser dans le cadre de leur plan d'anéantir le djihad.* »

Il explique que les massacre ont lieu que dans les régions quadrillé par les militaires, (*et nous verrons que les journalistes indépendants confirmeront cela*), les régions où les moujahidines sont, elles, toujours bombardé par l'armée, alors que celle où sont les éléments du GIA fidèles à Zitouni, ne sont jamais attaqué
Le communiqué n° 2, signé du commandant Saïd Mekhloufi, condamné à mort par Zitouni, émir du Mouvement pour un État islamique (MEI), de son côté, va même plus loin en annonçant, le 14 mars 1996 :

« *Notre mouvement est aujourd'hui convaincu que la direction du GIA est infiltrée par les funestes services secrets et nous avons la preuve indubitable que leur commandant, Abou Rahman Amine (alias Djamel Zitouni), collabore avec des agents secrets. Des copies de documents obtenus par notre mouvement ont été remises à certains des commandants du GIA ayant manifesté leur révolte contre cette direction corrompue qui avait légitimé le viol et le meurtre de femmes allaitant ou enceintes.* »

Saïd Makhloufi avait annoncé le retrait du MEI du GIA le 27 août 1995, de plus il donne les noms de ceux qu'il considère être entre les mains du DRS : il nomme Abou Abderrahmane Amine (*Djamel Zitouni*), Abou Raïhana (*Farid Achi*), Abou Talha al-Djanoubi (*Antar Zouabri*).
Le FIDA (*Front islamique pour le djihad armé*) dans le communiqué n° 1 du 15 février 1995 confirme que ces hommes sont des agents du DRS et y ajoute les noms de Redouane Makador, Omar Chikhi (*il le confirmera plus tard dans un entretien télévisé, après la loi de l'amnistie, et restera libre alors qu'il est responsable de plusieurs massacre*), Bouzid Abdel Sami'et Abou al-Bassir, d'autres émirs du GIA de l'armée algérienne.

Le 8 Fèvrier 1996 le groupe « *Katibat Al Médea* »*, al wathiqa ashar-iya*, déclare :

« *Concernant la nature des opérations subversives, al wathiqa ashar-iya fait état, entre autres, de la propagation de conflits et de désunion dans les rangs des moudjahidine au moyen d'incidents fabriqués de toutes pièces et décourageant toute politique de fraternité et de tolérance parmi les moudjahidine", "semant des rumeurs sur les leaders et les commandants de groupes, les accusant d'actes d'hérésie, d'immoralité et d'incrédulité" ou "semant les haines et les divisions". La "fabrication de prétextes fallacieux et de mensonges pour obtenir le consentement de certains moudjahidine de combattre d'autres frères moudjahidine" la destitution des commandants connus pour leur efficacité contre le régime despotique… la rupture des liens entre les zones d'opération du djihad* »

Le groupe « *Seriyat al-iqdam* » dénonce :

« L*a propagation d'idées sectaires, […] des conflits, la discorde et de la sédition parmi les frères d'une même foi […] Chaque fois qu'un imam ou un moudjahid appelait à serrer les rangs, à rectifier les écarts et à appliquer le principe de la concertation, il était destitué et désarmé et éventuellement disparaissait sans laisser de trace.* »

Ainsi la *Seriyat al-iqdam* rapporte que le *jihad* a été victime de complots internes pour le vider de son essence et le dévier de la « voie islamique » et des principes légaux afin de le faire échouer, et l'isoler du peuple. Zitouni aurait ordonné l'élimination physique des meilleurs hommes qui ont fait allégeance, à leur tête Mohamed Saïd, Abderrezak Redjam, Souleïman Boussadoun, Mohamed Al Amin, Abdelhamid Boucha et Béchir Tourkmane. La compagnie s'interroge :

« *Qui est derrière la liquidation de Saïf Allah Dja'far ? Quelles sont les raisons de l'assassinat de Mohamed Saïd ? À qui profitent ces meurtres ? Tout cela aurait-il été fait pour que la direction du combat revienne à* ***un groupe inconnu de suspects mis en place par des cercles des services secrets*** *?* »

Le groupe « *Seriyat Al-Wafa Bil 'Ahd* », dénonce les infiltrations et les manipulations qui ont :

« S*emé la désespérance dans les rangs des moudjahidine en créant un climat de peur, de haine, de terreur et de suspicion parmi les frères* »

Le groupe « *Katibat Al-Maout* », 31 janvier 1996, énonce qu'il dénonce que dans leur compagnie un groupe d'hommes, parmi les meilleurs, auraient été enlevés pour être jugés. Ils auraient été liquidés. De même que la direction du GIA aurait renvoyé 30 hommes en armes

de leur compagnie et placé 40 autres sous contrôle d'inconnus avec l'ordre de ne pas porter d'armes !!!
Toutes ces accusations encore une foi seront confirmé par des ex-agents de l'armée algérienne : Abdelkader Tigha, ex-adjudant du DRS en fonction dans l'un des plus importants centres de la sécurité militaire, le CTRI de Blida (*qui fut dirigé d'août 1990 à octobre 2003 par le colonel M'henna Djebbar*), a confirmé pour sa part début 2003 à la revue *Nord-sud Export* la coopération entre son service et le GIA de Zitouni, *Dossier politique*, le 7 mars 2003 :

« *À la question "Le GIA de Zitouni était-il au service de la Sécurité militaire algérienne ?", Abdelkader Tigha répond "oui" sans hésitation : "Parce que la manipulation et l'infiltration du GIA servaient davantage les intérêts de la mafia politico financière et quelques responsables militaires. Le GIA a été utilisé également pour détruire les autres groupes armés, notamment l'AIS qui disposait d'une grande popularité auprès du peuple algérien".* »

Tous ces témoignages qui sont tous passé aux oubliettes de l'Histoire, écrasés par la version officielle du Taghout algérien transmise par les mass media occidentaux, sont d'une clartés et d'une précision étonnante…
Pourtant personne ne les entendirent, personnes ne les ont mesuré à leurs juste valeurs, aveugler par les manipulations et les mises en scène macabre de la tragédie algérienne.
Les groupes de moujahidines islamiques véridiques, sont ceux qui recevront désormais toutes les pressions :

- les attaques de l'armée algérienne de plus en plus intense et précise
- les attaques de ce qui reste du GIA qui ne regrouperait de plus en plus, que bandits et criminel, dont la sécurité militaire organise les « évasions », ainsi que des membres de la sécurité algérienne, et des groupes déviants khawarijs (*que nous verrons en détails*)
- les attaques médiatiques de la presse algériennes et mondiales sur des crimes qu'ils n'avaient même pas commit
- la perte de confiance chez le peuple islamique algérien qui fut dépassé par les événements

Tout cela pesant énormément sur le morale des moujahidines : alors qu'aujourd'hui la vérité est apparut, très peu, se rendent compte de toute cette manipulation et encore aujourd'hui certains manipulé toujours, mais cette foi par un hizb haineux du Tawhid et du Jihad, croit à cette version véhiculé par l'armée algérienne, et nous ne parlons même pas des masses musulmanes ignorantes qui malheureusement n'ont aucun moyen ou très peu, de connaître la vérité…

Djamel Zitouni est celui qui avait creusé la tombe du GIA islamique, un certain Antar Zouabri, qui fera passer Zitouni pour un enfant de chœur, sera celui qui enterrera le GIA…

B) Antar Zouabri : le Khawarij-takfiri de l'armée algérienne

Sur ce personnage les journalistes et les experts du dossier algérien savent très peu de chose : apparemment le même profil que Zitouni, il fait partie de ceux qui ont « *découvert* » l'Islam lors des événement de 1989 à 1991, et de la mobilisation populaire en faveur du FIS, aucune expérience de militant et aucun passé d'activiste…
Une seule information précieuse et très importante nous vient de la vidéo tournée lors du communiqué de l'unité avec les différents émirs faisant l'allégeance à l'émir Chérif Gousmi :

on y remarque à peine Antar Zouabri, parmi les gardes qui surveillaient les tentes de la cérémonie, un simple figurant en somme, qui 2 ans plus tard aller être mystérieusement propulsé émir national du GIA en ruine…
Ja'far el Houari, ancien président de la Fraternité Algérienne en France (FAF), décrit Zouabri comme :

« *Un analphabète de 26/27 ans, dont la famille les frères, sont d'ex-délinquants. Ils n'a aucune connaissance, aucune formation, que se soit scientifique, politique ou religieuse. Comment peut-il faire des déclarations qu'il ne saurait pas lire ? Comme pour Djamel Zitouni, c'est évidemment quelqu'un dont on tire les ficelles par derrière…* »[1]

A la prise de fonction de Zouabri, le 16 juillet 1996, le GIA islamique, en tant que groupe du Jihad algérien était fini depuis un an déjà : l'armée algérienne a reconquit toutes les zones libérées, la capacité militaire insurrectionnel est brisé, les moyens de ravitaillement nationaux et internationaux sont coupé, l'année 1995 fut un coup d'arrêt, l'année 1996 fut une année riche en succès militaire et politique pour l'armée algérienne.
Elle contrôle toute les régions que le GIA de Saïf Ja'far Al Afghani et Chérif Gousmi avaient réussit à prendre le contrôle.

Ce qui est incompréhensible alors et totalement illogique, c'est que malgré que les effectifs et les moyens sont considérablement réduits, le GIA redouble bizarrement d'action…
Les attentats à la bombe qui avaient débuté sous l'ère de Zitouni s'intensifient à la fin de l'année 1996. Il ne se passe pratiquement pas un jour sans qu'une bombe explose ou qu'un attentat aveugle à la voiture piégée ne soit perpétré.
D'où viennent tous ces moyens logistiques et techniques nécessaires à toutes ses actions ?
La réponse laisse perplexe les spécialistes d'autant plus que tous s'accordent à dire que les réseaux de soutiens sont tous démantelés…

De nombreux passagers sont tués à de faux barrages sur les routes et les massacres contre des villageois prennent une dimension nouvelle à partir de l'automne 1996. Ils vont augmenter en nombre et en intensité au début de l'année suivante.
La grande majorité de ces massacres ont lieu dans l'Algérois, pourtant réputé « fief du GIA » tout en étant quadrillé par l'armée.
Des massacres d'une violence inouïe (*Raïs, Beni Messous, Bentalha…*), dans lesquelles plusieurs centaines de personne, furent égorgées, décapitées, violées, hommes ou femmes, vieux ou jeunes, enfants ou nourrissons, des crimes d'une telle ampleur que même des personnalités n'ayant aucune sympathie pour les mouvement islamiques contesteront avec vigueur la version officielle de la presse « éradicatrice » et des militaires au pouvoir…
La journaliste Salimah Mellah énonce dans le dossier N°19 du « *Comité Justice pour l'Algérie* »

« *Ils [les massacres] sont commit dans des régions où la populations par le passé avaient soutenu les maquisards[moujahidines] ou qui ont refusé de s'enrôler dans des milices [progouvernemental], notamment dans la région de Médéa, Chebli, Larbaâ, Blida, Meftah,* »

---

1. En ce qui concerne sa famille, nous avons des information sur sa soeur Aicha, « capturée » par les services de sécurité, qui avait raconté dans des aveux télévisés comment elle dépouillait, de leur or et biens, les cadavres des femmes de Bentalha et Raïs. Aicha est morte lors d'une soi disante « *tentative d'évasion* », a révélé l'hebdomadaire *El Watan* le 10 février 2002 sans autre précision : en réalité, après avoir corroboré en public la version officielle de l'armée algérienne, elle fut tout simplement exécutée…

La funeste saga des Zouabri s'achève ainsi, apparemment sans qu'il y ait le moindre survivant au sein de ce clan familiale mystérieux.
Elle ajoute :

« *Ces massacres suscitent alors bien des questionnements dans la population, car s'il est facile de déposer des bombes dans des endroits à forte affluence et de se fondre dans la foule, comment comprendre que des groupes d'individus puissent circuler librement dans une région où sont stationnés près de 100 000 hommes des forces de sécurité, s'introduire dans des villages qui sont sous le contrôle de l'armée, tuer des civils et repartir sans être arrêté ? Comment ces groupes peuvent-ils survivre alors que la population ne leur est plus acquise et que de nombreux habitants sont armés ? Pourquoi ces groupes armés s'en prennent-ils souvent aux familles dont un ou plusieurs hommes ont pris le maquis ? Comment savent-ils que le village ciblé ne compte pas de milice ?* »

Le journaliste Luis Martinez dans *« L'après guerre civile : Les étapes de la réconciliation nationale* » confirme cela et écrit également :

« *Au cours de l'été 1997, au moment où l'armée algérienne est à même de démontrer sa suprématie […] se perpétue une série de massacre de civils dans des petites localités à la périphérie d'Alger, qui entache profondément l'institution militaire. Elle est aux prises avec de virulentes accusations d'organisations internationales de défense des droits de l'homme. Celles-ci soulignent comment certains massacres ont été perpétrés à proximité de caserne et qu'il est difficilement compréhensible que des groupes armés islamistes d'au moins 100 hommes puissent circuler aussi librement dans la première région militaire, qui regroupent environ 80000 hommes*. »

Les témoignages de civils sont encore plus éloquent tel celui recueillit par Algeria-Watch en 1997, chez un exilé en Allemagne :

« *Quelque temps plus tard, un massacre a été commis à environ 800 m au sud de notre quartier : 17 morts. Des survivants ont essayé d'alerter la gendarmerie par les haut-parleurs de la mosquée mais personne, en cette nuit, n'a répondu à leur appel. Les forces de l'ordre venues le lendemain, ont laissé entendre aux rescapés que les auteurs du massacre étaient à identifier parmi leurs propres enfants et qu'ils feraient mieux de s'armer à leur tour. Ma famille, comme beaucoup d'autres, a décidé de fuir vers les bidonvilles situés plus au nord en direction d'Alger.* »

En somme : soit vous intégrez nos milices, soit vous en payer le prix…

Tout cela suscite des interrogations chez les spécialistes du dossier algériens :
Comment un *GIA*, qui officiellement n'a plus de moyens militaire et qui n'a plus qu'un effectif réduit, peut continuer à agir avec une telle débauche de moyens, sans aucun soucie au cœur d'une région urbaine contrôlée massivement par plusieurs dizaines de milliers d'hommes de l'armée algérienne ?
Comment ce *GIA* peut commettre ces massacres collectifs durant toute la nuit sans être inquiété, parfois à quelques centaines de mètre de casernes militaires ?
Comment ce fait-il que ce *GIA* cible prioritairement que les populations qui avaient soutenu massivement le FIS et la lutte armée ?

Toutes ces questions, ces événements, ces manipulations, convergent vers une seule et même déduction, pour ceux doué d'un minimum de raison et d'honnêteté : l'état algérien a fait du

GIA une arme contre insurrectionnels, selon les vieilles méthodes issue des manuels militaires occidentaux.[1]
Durant cette période tragique, les vrais groupes des moujahidines ont continué sans relâche à dénoncer ces actes criminels sans que personne ou presque ne prête attention à eux…

En octobre 1997, Ali Benhadjar, ancien élu du FIS pour la wilaya de Médéa, émir de la Ligue Islamique pour la Da'wa et le Djihad (LIDD), groupe créée en février et regroupant des moujahidines qui désertent en masse le GIA, publié un communiqué paru dans *Al Rabita*, il dit :

« *Le GIA des services secrets trouva une nouvelle excuse pour se venger lâchement en perpétrant ces horribles massacres qui visaient principalement les familles des moudjahidine qui avaient quitté le GIA ainsi que ceux qui sympathisaient avec ces moudjahidine, en plus des membres du FIS. Ces massacres se sont étendus ensuite pour toucher la population dans son ensemble, et les prétextes du GIA des services secrets au sujet de ces tueries étaient aussi innombrables que versatiles. Ainsi, les crimes les plus horribles ont été commis contre la population et le dit plan terroriste a été exécuté comme promis*. »

Le 1er février 1997, 31 membre de sa famille étaient massacrés à Ktiten, un quartier de Médéa, **preuve encore une foi, que se sont les soutiens populaires au jihad que le GIA de l'armée algérienne massacre**.
Après ce massacre, le 5 février, il écrit:

« *Nous appelons les jeunes qui sont toujours dans le GIA à se repentir devant leurs seigneur et à mettre fin à leurs égarement, car les carnages qu'ils perpètrent contre le peuple ne s'apparentent en rien à l'islam, ce sont des actes des services de renseignements, et des suppôts khawarij qui assassinent les croyants et ménagent les idolâtres* »

La dénonciation verbale joint le combat armé des moujahidines véridiques contres tous les groupes reconnaissant l'autorité de Zouabri : le 15 février 1997, le journal *El Khabar*, annonce par exemple de violents combat entre l'AIS et les groupes de Antar Zouabri dans la région de Mascara et dans le Djebel el Abtal…
Dans le bulletin *Nour al Misbah* n° 18, 2 mars 1997, l'émir Abderahman Abou Jamil :

---

1. Les méthodes de contre insurrections eurent lieu déjà durant l'époque de la guerre d'indépendance de l'Algérie, l'armée française, utilisant des organisations paramilitaires crée par les colons pour mater tout esprit de sympathie chez les algériens pour le FLN.
Cette stratégie fut considérablement développé par les USA en Amérique Latine, des organisations paramilitaires d'extrême droite furent utilisé pour terroriser les populations qui soutenaient les guérillas communistes, au Nicaragua, Salvador et Colombie notamment. Les USA ont excellé dans ce jeu macabre, en créant même de toute pièces des organisations qui se revendiquaient comme marxistes et qui terrorisaient ces propres soutiens afin d'en finir avec la véritable guérilla. Aujourd'hui encore, en Irak les méthodes de contre-insurection sont utilisées…
Pour en revenir à l'Algérie, il faut souligner que les généraux qui sont à l'origine du coup d'état de Janvier 1991, font partie de ce que l'on nomme le « clan des français » de l'armée algérienne : il s'agit d'officiers formés par l'armée française à l'époque de la colonisation, des officiers qui ne s'engagèrent pas toute suite dans la guerre d'indépendance, mais qui désertèrent l'armée française que lorsqu'il était devenu claire que la France abandonnerait l'Algérie au FLN…
Alors que les autres officiers, qui dés le commencement de la guerre d'indépendance, passèrent au maquis étaient de tendance nassérienne (*nationalisme arabe*) : il est utile de savoir que les partisans de l'éradication des *islamistes* se trouvait dans le clan des français, et que les partisans du dialogue au sein de l'armée algérienne était issue de la vieille garde du FLN et de ces tendances nassériennes et de l'arabisme.
Ce sont ces généraux du clan français, qui apprirent les méthodes les plus viles du colonisateur, qui n'hésitèrent pas à appliquer les stratégies de leurs maîtres colonisateurs à leurs propres populations.

« Réaffirme sa promesse de combattre les groupuscules qui ont commis ces crimes et les ont revendiqués dans leur bulletins par des fatwas autorisant les meurtres des enfants et des femmes »

Madani Merzag émir de l'AIS, énonce le 21 septembre 1997 :

« *Ces manipulés [le GIA] s se sont rués pour se venger du peuple avec une extrême barbarie tuant les hommes sans armes, les femmes les enfants les bébés dans des carnages abominables que l'on a rarement vu de pareil dans l'histoire moderne de l'humanité* »

A la fin de l'année 1997, la Communauté Algérienne en Grande-Bretagne, une **organisation favorable au Jihad contre l'état apostat**, publie un opuscule « *Al-kataïb al-jihadiya touakid ikhtiraq al moukhabarat lil-jama'a al-islamiya al-moussalaha » (les phalanges du Jihad attestent de l'infiltration du GIA par les services secrets),* qui rassemble 22 communiqués de divers groupes armés, paru entre décembre1995 et septembre 1997, qui ont rompus avec Djamel Zitouni et Antar Zouabri, en les accusant d'être des traîtres, ignares, manipulés, agents de services militaires algériens et utilisant le takfir comme lègitimisation religieuse servant à se faire passer pour « islamiste » et maquillant ainsi les crimes des services spéciaux algériens.

Le communiqué signé de Mustafa El-Arbaoui le 9 janvier 1998 émir de Al-Baqun 'Alal-'Ahd, énonce :

« Après les défaites successives infligées aux soldats de la junte au pouvoir et les désertions massives des membres de l'armée et de la police, les services secrets ont changé de stratégie et adopté les anciennes méthodes coloniales en mettant sous pression les civils sans défense qui soutiennent leurs frères. Cette stratégie visait à contraindre la population à s'armer pour l'opposer aux moudjahidine et à entraîner le pays dans une guerre civile. Elle a été mise en oeuvre par l'unité spéciale des services de la Sécurité militaire dirigée par le général Smaïn Lamari, en coopération avec les milices conduites par Mohamed Chérif Abbas. Face aux réticences de la population, la junte renégate s'est mise à perpétrer ces massacres barbares pour terroriser la population, limiter son soutien aux moudjahidine et la contraindre à porter des armes. Cette politique de terreur a été conçue pour finalement déformer l'image du mouvement islamique et causer le trouble au sein du mouvement de djihad […]. ***Nous voulons, en conséquence, montrer à l'opinion internationale que la plupart des victimes de ces crimes barbares sont les familles des moudjahidine du centre et de l'ouest du pays****. Alors que le régime putschiste criminel craint toute initiative d'enquête internationale, notre mouvement se déclare favorable à toute investigation sur ces massacres, y compris sur les carnages de Benzerga (Bordj-El-Kifan), Médéa, Larbaa, Chebli, Raïs, Ben-Aknoun, Sidi Kabîr (Blida), Bainem, Tiaret, Saida, ainsi que sur les récents massacres de Relizane.* »

1/ Le GIA de l'armée algérienne en sursis…

Malgré l'évidence de la manipulation et du chaos, malgré que les savants soutenant activement le jihad dans le monde et que d'autres prêcheurs et idéologues, se sont publiquement désavoué du GIA, c'est l'égyptien de Londres, Abou Hamza Al Misry, seul, qui décide de reprendre en février 1997, la rédaction du Bulletin Al Ansar, fermer par Abou Qatada et Abou Mouss'ab, depuis huit mois.

Abou Hamza explique que ceux qui avaient accusé le GIA d'être infiltré par le DRS ne lui avaient pas apporté les éléments probants qu'il demandait pour justifier leurs accusations… !!! Ne sachant pas que par cette action naïve et désastreuse, il va donner un sursis aux manipulateurs de la sécurité militaire algérienne, qui avaient de plus en plus de mal pour continuer à faire passer ces agents comme des moujahidines…
Rappelons que les grands massacres collectifs n'eurent lieu qu'à partir de l'été 1997, soit 4 mois plus tard…

Dans un article publié dans *Al Hayat* 24 février 1997 le GIA annonce « *une nouvelle phase* » dans la guerre.
En mars 1997, Mahfoud Assouli alias Abou Moundhir, dirigeant du « Comite des affaires religieuses du GIA » publie un long opuscule, avec une préface de Antar Zouabri, intitulé *« Le sabre tranchant, en réplique à ceux qui ont frappé dans le dos les pieux moujahidines et sont installés chez les impies* », texte très virulent qui attaque directement Abou Qatada et Abou Mouss'ab As Soury qui ne cessent de critiquer depuis juin 1996, le GIA, et de mettre en garde contre celui-ci…
Abou Hamza, dans sa profonde rivalité personnel avec Abou Qatada, saisit cette occasion : il rectifie cet opuscule, pour lui donner plus de poids islamique en y ajoutant une importante argumentation juridique, et le fait distribué dans la communauté islamique de Londres…

En juin un bulletin clandestin, *Al Jama'a*, signé par Abou Moundhir justifie les massacre :

« *Nous répondons à ceux qui nous accusent de tuer aveuglément que nous combattons ceux qui ont trahi et se sont rendus au taghout (…) Quand vous entendez parlez de tueries et d'égorgements dans une ville ou dans un village, sachez qu'il s'agit de partisans de taghout* »

Finalement, après les grands massacres collectifs de l'été, impossible à justifier sinon que par le *Takfir bil mujtama*', le dernier bulletin *Al Ansar* connu de Antar Zouabri, parait le 26 septembre 1997, il y revendique textuellement le takfir sur toute la société algérienne.
Ce bulletin est celui numéroté 51 dans la revue du GIA, *El Djama'a*, qui est édité à Londres, il déclare le peuple algérien apostat et ses biens devant être déclarés comme butin de guerre.
Dans ce communiqué signé officiellement par Antar Zouabri, alias Abou Talha, il est écrit:

« *L'incroyance dont a fait preuve ce peuple d'hypocrites qui s'oppose à la victoire des moudjahidine et de leurs soutiens n'enlève rien à notre détermination et ne nous affaiblira pas, si Dieu le veut. […] Nos actes de tueries et de massacres, d'égorgements, d'expatriation, d'incendies, de capture de femmes […] sont des actions qui nous rapprochent de Dieu*. »

Abou Hamza Al Misry, le 29 septembre 1997 déclare finalement, sa rupture absolue avec le GIA, ses dernières paroles sont sans appel :

« Celui qui a écrit ce communiqué ou bien ignore la langue arabe ou bien cherche à détruire le jihad »

III) AU COEUR DE LA MANIPULATION

A) Les militaires parlent

Certains, malgré les évidences, tentent toujours de croire à la version des tawaghits de l'armée algérienne, à savoir que se sont les « *islamistes* » qui ont perpétrés ces massacres ignobles de la population algérienne…
Aveugles, ignares ou hypocrites, ces individus véhiculent des versions, n'ont seulement mensongère mais aussi calomnieuse envers nos frères moujahidines d'Algérie qui luttèrent contre le Taghout, et nous demandons à Allah de punir les auteurs de ces calomnies terribles…
Or, il existe des hommes au sein de cette armée du Taghout qui se révoltèrent contre ses injustices et cette barbarie de l'état et dénoncèrent les mensonges méprisables, en confirmant ce que de toute manière les moujahidines véridiques avaient clamé dés le début.
Ainsi, le colonel Mohamed Samraoui, l'ancien bras droit du général Smaïn Lamari, l'un des cerveaux de cette manipulation, et chef du contre-espionnage algérien (DRS), à clairement énoncer le jusqu'auboutisme de l'armée algérienne, qui a voulut en finir avec cette partie de la population algérienne qui lui était insoumise car ayant choisit la soumission à Allah seul, il a énoncé aux journalistes :

« Un jour, le général Smaïn Lamari a dit, et j'en étais témoin, qu'il est prêt à éliminer 3 millions d'Algériens, s'il le fallait, pour rétablir l'ordre. Vous voyez ce sont des gens qui ne reculent devant rien pour garder leurs fauteuils. Cela dit, je dois vous affirmer que l'islamisme en Algérie n'a jamais constitué une menace pour le peuple ni pour le pays, mais il menaçait plutôt la junte militaire au pouvoir et certaine de ses acolytes civils. »

Un ex-capitaine rapporte au journal allemand *Der Spiegel* dans l'article « *Ils soupçonnaient la Sécurité militaire* », du 12 janvier 1998 comment les hommes du colonel Athmane Tartag, dit « Bachir », chef du CPMI (*Centre principal militaire d'investigation, service du DRS situé à Ben-Aknoun, sur les hauteurs d'Alger*), procèdent à des opérations subversives :

« Sa spécialité [à Tartag], c'était l'application d'une sorte de meurtre collectif — il faisait exécuter la famille d'islamistes passés dans la clandestinité. Ses hommes se déployaient la nuit, vêtus non pas d'uniformes mais de kachabias, le long habit des hommes pieux. Ils frappaient à la porte de la famille qu'ils voulaient punir et murmuraient : "Ouvrez, nous sommes les frères", puis ils pénétraient dans l'appartement et exécutaient leur crime. »

Ces propos sont confirmés par un autre agent, Adlane Chaabane, qui explique, également en janvier 1998, à un quotidien en langue arabe de Londres *El-Watan el-Arabi*, le 2 janvier 1998 :

« Contrairement à ce qui circule dans la presse, les massacres ne sont pas nouveaux. Depuis 1994, les massacres sont conduits par les services de sécurité, et particulièrement par une section spéciale de la Sécurité militaire qui les organise et les exécute. C'est la "Direction centrale de la Sécurité militaire. Elle agit dans le cadre d'un "centre opérationnel" qui est constitué d'une unité de commandos dirigée par le colonel Athmane Tartag, surnommé "Bachir". Le but est de terroriser les familles d'islamistes dans les quartiers islamistes pour les isoler des autres familles qui peuvent leur être d'un grand soutien. « Cette unité spécialisée a pour base la caserne de Ben-Aknoun à Alger. Au début, cette unité était

constituée de six à dix éléments vêtus de la kachabia ou de la djellaba qui laissent pousser des barbes d'une dizaine de jours. Leur méthode de travail est la suivante : au milieu de la nuit, ils sont transportés dans des véhicules civils dans les quartiers islamistes comme Cherarba, Les Eucalyptus, Sidi-Moussa, Meftah, etc. Les éléments rentrent dans les localités et ciblent des familles bien précises, celles auxquelles appartiennent les islamistes recherchés. Ils frappent à la porte en criant : "Ouvrez, nous sommes les moudjahidine." Dès que la porte s'ouvre, les occupants sont tous tués. Au petit matin, le bilan s'élève d'environ une trentaine de morts. Les maisons sont détruites ensuite, durant la journée. »

Les révélations les plus précises à propos de la manipulation du GIA par les services secrets sont certainement celles, en 2002, de l'ex-capitaine, Ahmed Chouchane, parachutiste instructeur des forces spéciales de l'armée.
Arrêté en mars 1992 et condamné à trois ans de prison pour « conspiration armée », il est victime d'une tentative avortée de kidnapping à sa sortie de prison le 1er avril 1995 :

« *Après l'échec du kidnapping, le commandement des services de sécurité a adopté, avec moi, la méthode du chantage. Le général major Kamel Abderahman lui-même [chef de la DCSA] m'a dit que certains au sein des services de sécurité ont décidé mon élimination et que je ne peux échapper à cette peine qu'en travaillant sous son autorité personnelle ; et il m'a promis une promotion instantanée au grade de colonel et de mettre à ma disposition tout l'argent que je veux. […] Après la première rencontre, ils m'ont proposé de participer à un projet d'assassinat des chefs du FIS en clandestinité qui ont pris les armes et ils m'ont cité à ce titre : Mohammed Saïd, Abderrezak Redjam et Saïd Makhloufi. Je me suis étonné après la citation des cibles en leur disant que ces personnes sont des politiques et ont été forcées de prendre les armes ; et il est possible de trouver, avec eux, des solutions qui préserveront les droits de tous les Algériens et éviteront de faire couler plus de sang. J'ai aussi dit : "Si vous m'aviez parlé de l'assassinat de Djamel Zitouni, qui a reconnu sa responsabilité dans le massacre des femmes et des enfants, ma mission aurait été plus compréhensible !" A ce moment-là, le colonel Béchir Tartag m'a interrompu avec virulence et m'a dit : "Laisse Zitouni tranquille, il est des nôtres et c'est avec lui désormais que tu travailleras, nous t'organiserons un rendez-vous avec lui.* »

Il fuira du pays en novembre 1995 pour arriver en Angleterre en novembre 1997, où il obtiendra l'asile politique.
L'armée algérienne et ses diverses services ont la responsabilité directe des massacres de populations civiles, cela est désormais connut de tous, même de services occidentaux qui comme toujours pour des raisons politiques et stratégiques préfèrent se taire…
La responsabilité de l'armée est également mit en cause indirectement, par la manipulation de certains groupes très bien ciblés, comme nous allons le voir.

B) La réalité des Khawarij algériens : implication et explication

Les *cerveaux* de l'armée algérienne, qui mirent en place toutes ses opérations visant à terroriser et massacrer la population ayant des convictions islamiques, devaient toujours se couvrirent en cherchant une argumentation de type islamique (*ou qui serait perçut comme tel*) pour imputer leurs actes criminels et barbares aux moujahidines, afin ensuite, de les isoler du peuple algérien, les marginaliser, et finalement les détruire, selon l'abécédaire bien connut de la contre insurrection.

Ainsi il leur fallait trouver toute une série d'argumentation solide pour justifier :
- les assassinats des leaders et des chefs islamiques, des moujahidines
- les meurtres aveugles et gratuits de civils

Toutes ses argumentations juridiques ainsi que toute l'idéologie islamique qu'il fallait pour commettre leurs forfaits ; les services de la sécurité militaire algérienne en charge de la manipulation, allaient les trouver chez un groupe minoritaire extrémiste : Jama'a Al Mouslimine.
Ce groupe déviant va, sans s'en rendre compte, donner toutes les justifications islamiques à la manipulation des services de la DRS, qui saura comment utiliser un argumentaire juridique avec des preuves islamiques basé sur le Coran et la sunna pour pouvoir commettre leurs crimes s'en se faire démasquer.
Comment cela a-t-il pu se faire ?

Les liens entre Jama'a Al Mouslimine et l'Algérie, sont ancien, et ils commencent de manière très visible à l'époque du Jihad contre les soviétiques en Afghanistan.
A cette époque, le gouvernement socialiste algérien laisse partir plusieurs centaines d'algériens combattre contre les russes qui avaient envahi l'Afghanistan : la ville de Peshawar au Pakistan était devenu un centre de transit international pour le jihad afghan.
C'est la qu'apparut une jama'a très particulière dans ce contexte d'unanimité pour le Jihad : **car elle ne considérait pas licite le Jihad Afghan[1]…**
L'animateur de cette jama'a fut, un ressortissant algérien, le docteur Ahmed Bou 'Amara dit le pakistanais : ancien officier et médecin militaire de l'armée algérienne[2].
Et ce fait, a permis à la jama'a de recruter plus chez les nombreux volontaires en provenance d'Algérie.
Cette jama'a fondait l'essentiel de sa da'wa, sur le Tawhid et le reniement du Taghout, leur conception du désaveu fut tellement radicale et absolue, qu'elle dépassait largement le cadre consensuel d'Ahl oul Sunna wa Jama'a, exagérant de manière extrême certains points véridiques du dogme authentique, cela les as amenés à dire que :

---

1. Certains justement soupçonnent même les adeptes de cette jama'a d'avoir assassiner le Cheikh Abdallah Azzam, le revivificateur du jihad…
Il faut savoir que c'est cette jama'a extrémiste qui utilisa pour la première foi le terme de *qotbi* pour désigner haineusement les adeptes de certains enseignement du professeur et prêcheur Sayyid Qotb, terme reprit par d'autres extrémistes, mais dans l'Irja cette foi-ci…
2. Une question se pose quant à l'origine de la croyance de Ahmed Al Pakistani , avait-il une telle 'aquida avant de partir au Pakistan, ou bien est ce une foi sur place que cette idéologie a été adoptée ?
Une analyse rapide permet peut être d'avoir un élément de réponse : en 1973 après que les chefs du mouvement khawarij moderne et égyptien appelé Takfir wal Hijra, furent dénoncés et pourchassés, les groupes se dispersent et optent pour la clandestinité, or beaucoup de sources énoncent qu'ils réussirent à avoir des adeptes dans d'autres pays comme la Jordanie, et coïncidence ou non, l'Algérie, où il existait en plus, depuis toujours des communautés 'ibadites, lointaines filiations des khawarijs historique. Les sources algériennes indiquent qu'en 1976 déjà, une jama'a avait imité Mustapha Choukri d'Egypte en s'isolant, juste à la sortie de Laghouat, à Bordj Senouci, lieu baptisé par cette jama'a, Yathreb (*ancien nom de Médine*) où les familles ont préféré la vie «primitive». L'émir de cette jama'a était un certain Ben Senyou, étudiant en science économique. Cette jama'a qui refusait de vivre avec des « mécréants et des hypocrites », aurait été délogée par la gendarmerie, mais d'autres maquis communautaires isolés auraient surgit ailleurs.
Rappelons que Bien avant Ahmad bou 'Amara, le leader des takfiris fut un certains Hachemi Sahnouni, accusé ensuite d'apostasie, par ses anciens frères, car ayant rejoint selon eux, la religion démocratie, lorsqu'il intégrera le FIS à sa création…
Certes il n'y a aucune preuve tangible mais tout un ensemble de faisceaux concordants, qui montrent que l'idéologie de l'exagération du takfir était belle et bien présente en Algérie avant que les volontaires algériens ne partent pour le jihad afghan et non pas, comme veulent nous le faire croire les partisans du taghout et les orientalistes pseudo-specialistes de *l'islamisme* que se sont les moujahidines qui étaient déviant…

- Comme le Tawhid et le rejet du Taghout, sont les points primaires et absolu de la foi islamique, **ceux qui ne le réalisent pas de manière complète ne peuvent pas être considéré comme musulman**
- Comme cela touche le Tawhid et le rejet du Taghout, **qu'aucune excuse ne peut être accepter : ni erreur d'interprétations, ni incompréhensions, ni ignorances…**
- Comme il n'existe aucun état et pays dans le monde musulman qui soit construit et fonctionne réellement sur ces points et leurs implications, **il n'y a donc plus de Dar Al Islam[1]…**
- Comme il n'y a plus de Dar Al Islam, et que rare sont les musulmans (*ceux qui connaissent réellement le Tawhid et rejettent absolument le taghout*) **il ne peut pas y avoir de jihad même défensif car il n'y a plus rien à défendre, ni terres, ni populations…**
- Comme leurs arguments sont absolu**, ceux qui n'adhérent pas à leurs conceptions et qui refusent de s'y soumettre sont déclarés kaffir et partisan du Taghout…**
- Avec toutes cette idéologie : **ils passent du Takfir légale, relatif et conditionnel, à un Takfir anarchique, absolu, individuel ou collectif,** avec une facilité surprenante, sans aucune précaution, contextualisation et condition, islamiquement nécessaire dans ce sujet délicat…

A Peshawar, cette jama'a extrémiste, tombé dans les ambiguïtés et erreurs des khawarijs, fut violemment combattus par toutes les autres, notamment le courant de que l'on allait appelait plus tard la *« salafiya jihadiya* », car elle excommuniait toute la société sauf leurs adeptes et elles portaient préjudice au jihad en dénigrant sa légitimité et en rétrécissant le champ d'action que se soit les terres ou les peuples.

---

1. Ce point concernant la définition du Dar al Islam, et sa contextualisation à notre époque, est relativement complexe, Dar Al Islam a une définition Sha'ri mais qui ne fait pourtant pas l'unanimité entre ouléma et madhab : certains comme Ibn Muf'lih (*hanbalite)* et al-Kâssânî (*hanafite*), définissent le "Dâr al-islâm" comme le pays où les règles de l'islam sont appliquées (*voir Iqâmat ul-muslim fî balad ghayri islâmî, pp. 4-5, voir aussi Islâm aur jadîd ma'âshî massa'ïl, p. 63*). D'autre hanafite comme l'imam Muhammad et l'imam Abou Youssouf, les élèves et compagnon de Abou Hanifa, ont rédigé une fatwa selon laquelle le hukm de l'état dépend de la loi selon laquelle il est gouverné. Donc quand la loi islamique gouverne, l'état est Dar oul Islam et quand la loi du koufr gouverne c'est dar al koufr. Pourtant l'imam Abou Hanifa a formulé une fatwa disant que Dar oul islam se change en Dar al Koufr que si toutes ces conditions sont remplies :
- quand il est dirigé par des lois de kouffars
- quand les musulmans ne sont plus en sécurité
- le voisinage : cela intervient quand l'état à des frontières avec l'état de koufr de façon que ce dernier représente un danger pour les musulmans et qu'il devient la raison de la perte de leur sécurité

Cheikh Al islam Ibn Taymiya a délivré une fatwa sur la ville de Mardin, à la question de savoir si elle était dar oul Harb ou dar al islam, il répondit : « *ceci (Mardin) contient les deux. Elle n'est pas au niveau de dar oul silm ce qui signifie gouvernés par les lois islamiques, parce que ses soldats sont musulmans, et elle n'est pas non plus au niveau de dar oul harb qui a des mécréants comme natifs. C'est un troisième état dans lequel le musulman est traité comme il le mérite et le rebelle à la Shari'A islamique est traité selon ce qu'il mérite*. »
Il existe d'autre avis qui énonce que Dar al-Islam reste, juridiquement, une Dar al-Islam jusqu'au jour de la résurrection peu importe jusqu'à quel degré les kufar, ou les ennemis, sont allés afin d'y répandre la corruption. Et c'est une obligation pour les musulmans d'endosser la responsabilité de la nettoyer de la souillure et de l'agression.
Ainsi traiter aujourd'hui du statut juridique islamique légale des pays musulmans est plus complexe qu'il en à l'air : ce que nous relevons dans l'idéologie erronée de *jama'a al mouslimine* et de tout ceux qui exagèrent certains avis juridiques c'est le manichéisme extrême de leurs positions, selon eux s'il n'y a plus de Dar Al Islam cela veut dire de manière automatique et simpliste que nous sommes en Dar Al Koufr, c'est-à-dire dans son sens anti-islamique le plus extrême (*avec obligation d'émigrer…*) or en réalité même si c'était le cas, le Dar al Koufr englobe des réalités différentes qui ne sont pas toutes homogènes dans leur opposition à l'Islam et sa pratique (*Dar Al Koufr peut renfermer "Dâr al-harb/Khawf" terre de la guerre/peur,"Dâr al-'ahd", terre du traité "Dâr al-hiyâd" terre de la neutralité, "Dâr as-sulh" terre de la conciliation, "Dâr ad-da'wa", terre de la prédication, selon tous les différents ijtihad des oulémas qu'on peut trouver à ce sujet…*)
Encore une foi extrémisme rime avec simplisme…

Beaucoup de savants et prédicateurs ont mit en garde contre cette jama'a, le Cheikh Al Moujahid Abdallah Azzam, mais aussi le Cheikh Yusuf Al 'Iyeeri qui avait écrit dans une lettre[1], adressé à Cheikh Safar Al Hawali, en lui expliquant la situation au Pakistan et en Afghanistan, il y écrit :

« Pour les troisième et quatrième catégories, c'est-à-dire respectivement le takfir des savants et le takfir des populations musulmanes, on trouve des personnes qui les pratiquent, mais a Peshawar. Et vous savez qu'à Peshawar, il n'y avait pas que des moujahidines. Et ceux qui étaient le plus actifs dans le takfir des savants, c'était la jama'a du docteur ***Ahmad l'Algérien*** *et la jama'a al khilâfah. Aucun moujahid ne s'est jamais affilié à l'un ou l'autre de ces deux mouvements. En effet, ces mouvements ne reconnaissaient pas la légitimité religieuse du Jihad avec les afghans, n'ont jamais combattu et ne sont jamais montés au front. On voyait à Peshawar que ces deux jama'a étaient très actives et on peut penser qu'ils étaient commandités par certains vicieux appareils d'Etats. De toute façon, et c'est là l'important, ces deux groupes ne comprenaient en tout qu'une cinquantaine de personnes de tous bords »*

Déjà cheikh 'Iyeeri pressentait la manipulation de ces groupes par certains *Moukhabarats*.

Dés lors à la fin du Jihad Afghan, beaucoup de moujahidines décidèrent de rentrer en Algérie[2], de même les partisans d'origine algérienne de la Jama'a Al Mouslimine, qui n'avaient plus intérêt à rester à Peshawar.
C'est à ce moment que commencèrent les confusions en Algérie, car pour beaucoup, tout ceux qui rentraient en provenance du Pakistan furent considérés comme d'anciens moujahidines d'ancien « Afghans » et auréolé du prestige du Jihad, cette confusion était savamment entretenu par les membres de la Jama'a Al Mouslimine, qui voulait faciliter leurs da'wa auprès de la jeunesse algérienne.
Ils s'installèrent avec le docteur Ahmad à la mosquée « Lakhal » à Bellecourt où ils prêchaient leurs idéologies extrémistes.
La sécurité militaire algérienne savait tout le profit qu'elle pourrait en tirer, elle connaissait très bien leur 'aquida et leur facilité pour le takfir donc pour la sentence de mort et **elle savait qu'elle pourrait les utilisés pour éliminer ceux qui était réellement capable de renverser le Taghout.**
Le journaliste arabophone spécialiste de cette période, Kamil Tawil, a recueilli de nombreux témoignages d'anciens algériens Afghans qui étaient persuadés que certains de leurs compatriotes étaient des agents de la Sécurité militaire algérienne qui transmettaient des informations à l'armée soviétique. D'ailleurs l'envoi d'agents secrets lui a été confirmé par des membres de services secrets algériens
Il eut notamment ce mystérieux événement, à Sétif lorsque de nombreux moujahidines *afghan*s qui s'étaient rendus en Algérie en 1992 furent réunis à un endroit et tués. Ils étaient revenus en Algérie par le biais d'un certains Kari Saïd[3] et se rencontrèrent à un endroit précis

---

1. Voir la lettre compléte à cette adresse http://www.metransparent.com/texts/Ayeeri_safar.htm
2. Or nous savons qu'il y a eu entre 1200 et 2000 volontaires algériens qui s'engagèrent pour le jihad afghan, Cheikh 'Iyeeri nous apprend que les groupes khawarij-takfiri de *Jama'at Al Mouslimine et Jama'A al Khilafa* comprenaient qu'une cinquantaine de membres :
On peut prétendre raisonnablement que moins de 5% des algériens qui rentrent en Algérie en provenance du Pakistan entre 1989 et 1992 avaient une 'aquida déviante vers l'obsession du Takfir.
3. Le Colonel Transfuge Samraoui a dit de Kari Saïd, de son vrai nom Abdelkrim Gherzouli, qu'il s'agit d'un agent du DRS qui a joué un rôle important entre 1991 et 1994 pour la mise en place de faux maquis dans l'Algérois.

près de Sétif, une fois réunis, ils furent encerclés par les forces de sécurité et tués.
Tout cela montre que les *moukhabarat* algériens ont excellé dans leurs travaux d'infiltration et de renseignements.
Les déviants extrémistes du Takfir, du docteur Ahmad, furent rejoint ensuite à Al Mouradia, fin 1991 par un certains Abou Ayyoub Al Barqawi As Soudani, qui est, encore aujourd'hui, principal idéologue de la Jama'a al Mouslimine au niveau international, il a le titre de *Qadi* (*juge*) auprès de Abou Hammam alias Abou 'Issa, installé à Londres, et pseudo Khalif, de cette Jama'a.
Abou Ayyoub a fortement contribué à l'implantation du mouvement à Alger…
Lorsque ce produisit le coup d'état de janvier 1991 et le début du jihad algérien, la stratégie de la sécurité militaire suivit 2 axes :
- **infiltré ses propres agents dans le GIA**, notamment par les fausses désertions de militaires, de policiers, les fausses évasions de prisons, les faux islamistes, etc…
- **favorisé la pénétration de l'idéologie takfiriya de Jama'at al Mouslimine au sein des GIA**, (*voir page point N°4*)

Pendant trois ans, de 1991 à 1994, la DRS a donc patiemment poussé ces pions, jusqu'à l'élimination de Chérif Gousmi et le coup d'état interne au GIA qui a permit à Djamel Zitouni d'en prendre le contrôle.
Dés lors les idées issue de la da'wa de Jama'at Al Mouslimine, commencent à s'imposer massivement au sein du GIA, le processus du Takfir individuel au Takfir collectif est saisissant :
- Les leaders du FIS, comme 'Abassi Madani et Ali Benhadj, mais aussi les frères musulmans furent déclaré mécréants apostats car il n'ont pas rejeté pas le taghout en participant à la démocratie, les élections…
- Tout ce qui n'est pas intégré au GIA et qui ne s'y soumettent pas sont déclaré mécréants
- Tout ceux qui soutiennent les ennemis du GIA, qui qu'ils soient, sont déclaré mécréants
- Tout ceux qui ne reconnaissent pas mécréant ceux que le GIA à déclarer mécréant sont eux même mécréants…
- Tous les groupes de moujahidines et émirs qui quittent le GIA, rejoignent donc le Taghout, et ils sont considérés comme apostats, même s'ils continuent à combattre l'état apostat…
- Toutes les populations civiles qui soutiennent le taghout et les ennemis du GIA, où qui soutiennent ceux que le GIA à déclarer mécréant, sont considérées comme partisans du Taghout, leurs sangs est donc licites…
- Toute l'Algérie étant dominé par le Taghout et les partisans du Taghout, elle est considérée comme ayant quitté le Dar Al Islam et appartenant au Dar al Harb et Dar Al Koufr, le takfir sur l'ensemble des algériens est donc licite.

On voit très bien l'analogie entre l'idéologie du GIA et l'idéologie de Jama'a Al Mouslimine, qui est clairement une idéologie du Takfir[1] et qui mènent au Takfir totale ; le docteur Ahmad, mais aussi Abou Ayyoub ont, malgré eux, soutenu l'état Taghout algérien…
Le cheikh Abou Qatada lors d'un houleux débat filmé à Londres en 1999, avec Abou Hammam et Abou Ayyoub, les leaders de la Jama'at al Mouslimine, a clairement dit :

« Je tiens à vous dire mes frères, <u>que le GIA fut corrompu et dépravé à cause d'Abou Ayyoub et de son groupe qui est celui du Takfir</u>, ils ont réussi à prendre la direction du GIA et commettre leurs crimes, certains algériens ici même peuvent témoigner de cela, ce sont eux qui ont perverti l'idéologie du GIA, ils rendaient licite les biens et le sang des musulmans en Algérie, car le peuple algérien est mécréant pour eux, et ses cassettes sont encore en Algérie. »[1]

1. Beaucoup d'ignare ou juste colporteur de médisance accuse le Cheikh Abou Qatada, d'avoir donner des justifications aux massacres commit en Algérie, ils énoncent que Abou Qatada a permis par des fatwa de tuer des civils, ce qui est absolument faux : les choses sont en réalité beaucoup plus complexes qu'il n'y parait, mais comme d'habitude les esprits ignares mal intentionné font des simplifications mensongères.
Soyons honnête, le Cheikh Abou Qatada a eu des réactions naïves mais qui restent pourtant louables, car dans un premier temps, il n'a prêté attention qu'aux apparences (*comme le font les gens de la sounna*), et au départ, le GIA était réellement un groupe islamique formé de moujahidines véridiques, or comment aurait-il pu imaginé la suite des événements ? Il n'a pas su percevoir les premier indices de manipulations, mais il faut dire qu'étant à Londres et ayant un jugement de bonne foi sur le GIA, cela était difficile d'avoir une vue juste sur la situation réel, or malgré tout ces handicap, Abou Qatada al Filistini s'est dissocié du GIA officiellement le 6 juin 1996, soit largement plus d'un an avant les massacres collectifs de civils et les tueries aveugles, mais en réalité dés novembre 1995 Abou Qatada et Abou Moussa'b as Soury ont cessé de soutenir effectivement le GIA…
L'erreur d'Abou Qatada fut donc de ne pas avoir été sur place et d'avoir préjuger en plus de bon soupçon à l'égard du GIA !!! De plus beaucoup parle de prétendue fatwa de Abou Qatada (*introuvable*) alors beaucoup de savants avant lui ont permit dans des cas spécifiques de pouvoir s'en prendre de manière stratégique aux civils, notamment le cheikh al Otheymine rah sur le lien audio suivant:
http://www.binothaimeen.com/sound/snd/a0020/A0020-3B.rm où on peut trouver à partir de la 27ème mn et 30ème seconde l'extrait , expliquant le Hadith 1274 du livre Boulough Al-Marâm du Cheikh Ibn Hadjar Al 'Asqualani, Cheikh Al-'Utheymin dit **:**
*« Dans ce hadith, il n'est pas précisé le lieu de cette expédition mais cela ne nous intéresse pas, ce qui est important c'est de savoir le jugement défini par le hadith. Il est rapporte qu'il a blâmé [أنكر], c'est a dire qu'il a interdit cela avec force, car [الإنكار] est plus précis que l'interdiction, cela veut dire qu'il y a interdiction mais avec un plus. " Interdit de tuer femmes et enfants ", c'est à dire toute femme, même pubère, et les enfants sont les garçons non pubères. Il ne faut pas les tuer car ils peuvent être pris en esclavage, en les tuant on perd un grand bien. Et si quelqu'un dit: "Admettons qu'ils tuent nos femmes et nos enfants, a t'on le droit d'en faire autant? " Oui cela est permis, même si l'on risque de perdre un bien, car cela **casse le coeur des ennemis** et c'est une humiliation pour **eux**, et aussi conformément au sens général du verset qui dit :*
*« **Donc, quiconque transgresse contre vous, transgressez contre lui, à transgression égale.** » [Sourate 2, verset 195]*
- Mais s'ils violent nos femmes, a t'on le droit de violer les leurs ?
- Non cela est n'est pas permis, car c'est une chose interdite en elle même (بالنوع محرم). Mais si après partage du butin, une de leurs femmes captives devient la propriété d'un musulman, alors il lui est permis d'avoir des rapports avec elle.
- Doit on accorder un statut spécifique aux femmes qui combattent ?
- Oui, elles ont un statut spécifique, car en combattant, il n'y a plus de différence entre elles et les hommes, il est donc permis de les tuer aussi. S'ils mutilent nos morts, alors on a le droit de mutiler leurs morts.
- Oui mais Cheikh, ce sont les militaires qui ont tués nos femmes et nos enfants, leurs femmes n'ont rien a voir la dedans, alors pourquoi les tuer ?
- Pour l'intérêt général, car si on ne fait pas ça, ce sera une humiliation pour nous. » […] Il y a en cela un intérêt pour les musulmans et pour faire prévaloir leur honneur, car si on les tuent pas, ce sera une humiliation pour nous, l'honneur des musulmans est plus important ».
Le cheikh répond ensuite à un étudiant étonné de ses réponses et lui demande la justice et l'équité envers les civils des combattants ennemis, il précise :
- « Donc, quiconque transgresse contre vous, transgressez contre lui, à transgression égale »
De quelle justice parles-tu ? S'ils tuent nos femmes et nos enfants, on fait de même, c'est ça la justice et l'équité ! Et non pas de leur dire : « Si vous tuez nos femmes, on ne vas pas tuer les vôtres, car en les tuant cela aura un impact fort sur eux... »
Donc on voit bien que les fatwa de ce type ne sont pas nouvelles…Pourtant le cheikh Abou Qatada n'a jamais considérer le sang de civil musulman comme licite, il a juste énoncer que si les forces de sécurité massacraient les familles de moujahidines alors qu'il était possible, afin de rétablir l'équité dont parle également le cheik al Otheymine, d'en faire autant de manière individuelle à des civils appartenants aux familles des généraux et des responsables politiques : et Abou Qatada à expliquer que c'est l'effet psychologique qu'il recherchait en rendant sacré et très chers le sang des familles des moujahidines tout comme plus haut le dit cheikh Otheymine, de plus il n'a pas eu l'orgueil de certains pour ne pas reconnaître ses erreurs d'appréciations sur l'Algérie…
L'important de savoir avec certitude qu'il n'a jamais déclaré l'Algérie comme appartenant au Dar Al Koufr comme les partisans du takfir de la Jama'A al Mouslimine, qu'il n'a jamais déclaré mécréant le peuple algérien, qu'il n'a jamais rendue licite le sang des algériens par de prétendues fatawa et qu'il s'est dissocié du GIA et a mis en garde contre les manipulations bien avant que celui-ci ne commettent les tueries aveugles et les massacres collectifs de civils, le contraire n'est qu'un mythe d'ignare…

A partir de 1995, les épurations, les meurtres, les enlèvements, les disparitions des moujahidines véridiques au sein du GIA, se multipliant, il ne reste plus, sous *l'émirat* de Antar Zouabri, que des *émirs* appartenants au DRS, qui dirigent des bandes de criminels de droit communs et aussi des extrémistes à la 'aquida déviante, des individus sincères mais contaminer par l'idéologie du Takfir et du désaveu du Taghout version Jama'A Al Mouslimine : c'est vers ses derniers que beaucoup de leaders islamiques s'adressent et tentent de les faire revenir, en leur disant dans des communiqués, que justement vous travaillez directement pour le Taghout que vous prétendez combattre…
Ainsi Abdel Karim G. vice président de l'IEFE (*Instance Exécutive du Fis à l'Etranger*) dit :

« *Au sein du GIA, on trouve des hommes sincères dans leurs croyances extrémistes qui sont des proies faciles à la sécurité militaire algérienne, ils sont rejoints par des éléments infiltrés sont essentiellement chargés de faire le lien entre les besoins extérieurs et les décisions de l'intérieurs de façon à prendre le plus pertinent possible la manipulation médiatique* »

1/ Khawarij et Mourji : même combat ?

Il est surprenant de voir les similitudes, et les points communs, dans cette affaire algérienne, entre deux mouvements qu'apparemment tout oppose, les partisans extrémistes du takfir et les mourji'a.
Car les uns comme les autres ont favorisé le Taghout algérien :
- Les salafi de tendances mourji, notamment par le biais de l'étudiant, cheikh pour certains, Abdelmalik Al Ramdani, soutenaient de manière claire et sans honte par des ambiguïtés ridicules le Taghout, et appelé les musulmans à se soumettre à l'état algérien.
- Les partisans extrémistes du takfir, eux, par leurs extrémismes ont poussé les musulmans dans les bras du Taghout …
- Les mourji collaborent directement avec le Taghout…
- Les partisans extrémistes du takfir aident indirectement le Taghout…
- Les mourji ont violemment combattu les moujahidines véridiques en les taxant de khawarij, d'innovateurs et d'autres mesquineries…
- Les partisans extrémistes du takfir ont appliqué l'anathème sur les moujahidines en les accusant d'apostasie et d'être des partisans du Taghout, et les assassinaient…

Abdelmalik Al Ramadani, ce petit étudiant, tombé dans ce hizb soi disant *salafi*, et qui plus est, dans la partie de ce hizb la plus extrémiste dans le *irja*, a fait son fond de commerce dans les événements tragiques que connurent l'Algérie, protégé par le Taghout, qui massacrait sans pitié sa population, sa renommé personnelle augmentait parallèlement à l'intensité de la crise : Plus l'Algérie s'enfonçait dans le chaos, plus ce Ramadani et sa da'wa mourji en tirait profit…
Comment expliquer qu'imams, prêcheurs, prédicateurs, qui appelaient les moujahidines à l'unité face au taghout, et qui appelait les khawarij ou partisans extrémistes du takfir à cesser leur égarements, furent systématiquement assassiné, et que ce Ramadani, lui prêchait sans subir aucune contrainte ?
Dans ces années noires ou le déchaînement de la violence touchait en premier lieu les moujahidines, leurs familles, leurs soutiens parmi les prédicateurs et prêcheurs, et ce Abdelmalik lui appelait confortablement à la soumission au Taghout, et il construisait sa carrière de prédicateur sur la crise algérienne…

Madani Mezrag dans « *lettre au savants et aux prédicateurs* » avait dénoncé tout cela:

« Vous devez aussi encourager la nation à porter l'aide nécessaire au mouvement du djihad. ***Alors que nous attendions tout cela, nous avons reçu des lettres nous appelant à jeter les armes et laisser l'affaire aux autres, se basant sur des informations mensongères et fausses, des rumeurs tendancieuses, des réalités erronées qu'ils ont recueillies auprès de ceux qui sont restés derrière pour déguster les délices de ce monde et des services de sécurité qui ne cachent pas leur hostilité à l'Islam et aux musulmans****.*
[…] Clarifiez aux gens qu'une fetwa est un témoignage et que le témoignage nécessite la présence. Il est donc normal de considérer les fatwas qui proviennent de derrière les rideaux des chambres climatisées et des bibliothèques d'universités coupées de la réalité des opprimés, comme nulles et non avenues, car elles ne visent pas le service de l'Islam ou l'arrêt de l'effusion de sang des musulmans, mais simplement à assurer la pérennité de la dictature et la continuité de l'orgueil. »

Ce Ramadani qui ensuite, veut nous fait croire que certains savants furent toujours opposés au FIS et au GIA islamique, n'a-t-il pas rédigé un recueil « *Fatawa al-'Ulama'il-Akabir fima Ahdira min Dima' fil-Jaza'ir »* dans lequel sont exposé diverses fatwas de Cheikh Bin Baz, cheikh 'Otheymine et Cheikh Al Albani, qui se désolidarisent des événements de l'Algérie… Et nous répondons à ce manipulé manipulateur :

- Pourquoi n'écrit tu pas dans tes livres que certains de ces chouyoukh de 1988 à 1991 ont soutenu les *islamistes,* le FIS et les partisans de l'état islamique ?
- Pourquoi n'écrit tu pas dans tes livres que ces chouyoukh, ont encouragé le FIS dans sa conquête politique du pouvoir, dans leur avis sur *ed-doukhl bi-l-barlaman*[1] ?
- Pourquoi n'écrit tu pas dans tes livres que certains de ses chouyoukh, ont commencé à critiqué massivement le FIS, que lorsque certains de ses leaders ont soutenu l'Irak contre les USA, lors de la première guerre du Golfe, et lorsqu'ils ont critiqué l'état saoudien pour avoir fait entrer des mécréants sur la terre sainte ?
- Pourquoi n'écrit tu pas dans tes livres **que certains de ces chouyoukh ne se sont désavoués des événements que lorsqu'il était devenu claire que la cause islamique ne triompherai pas en Algérie**[2] ?

---

1. Ce Ramadani est affligeant de mauvaise foi, car beaucoup de personnalités religieuses ont eu des avis incitatifs pour le FIS, tel le Cheikh Ibn Baz *rah* qui donna une fatwa en juin 1989 (*4 mois après* la *création du FIS*), publiée dans le troisième numéro de la revue « liwa' al islam » *(la bannière de l'islam*) où il dit :
« le prophète saw a dit : 'les actes sont par les intentions, et à chacun ce qu'il a l'intention de faire ; donc il y a pas d'embarras à rejoindre l'assemblée nationale, si notre intention était d'appuyer la vérité, et de refuser le mensonge, pour le soutien que ça porte à la vérité, et le fait de se ranger au coté des prêcheurs. D'ailleurs il y a pas d'embarras dans le retrait de la carte, qui nous aide à voter les prêcheurs, et d'appuyer la vérité et ces sienne, et Allah est le médiateur »
La parole de Cheikh 'Otheymine *rah* est plus célèbre encore :
« *Entrez-y, [parlement] allez-vous la laissez aux laïques et aux débauché ?* »
De même le cheikh Albani *rah* :
« Mais je ne vois pas ce qui empêche le peuple musulman s'il y a parmi les candidats des ennemis de l'islam, et aussi des islamistes appartenant à des parties de voies différentes, alors on conseille –dans cette situation- chaque musulman de voter seulement parmi les islamistes le plus proche de la bonne voie – ce qu'on expliqua précédemment- je dis ça même si je pense que cette candidature et ce vote ne réalisent pas l'objectif voulu, mais comme on a dis dans le but de diminuer le mal, et de repousser la grande corruption par la petite corruption, semblablement a ce que dis les homme de science (fouqaha) ».
Alors nous demandons à Abdelmalik Ramadani :
« O toi, le manipulateur manipulé, tu accuse nos frères 'Abassi Madani, Ali Benhadj et le FIS d'avoir fait couler le sang en Algérie à cause de leur victoire électoral, pourquoi oublie-tu alors les auteurs des fatwas incitatives ? »
2. Cheikh 'Otheymine *rah* ne demandera officiellement qu'en 1999 au GSPC de Hassan Hattab et aux autres Moujahidines de déposer les armes qu'après la visite officielle de Bouteflika en Arabie Saoudite...

Et leurs fatwas *(bien connus de tous*), et l'analyse de leurs évolutions, est très facile pour celui ou celle qui à une compréhension de la nature des événements…
Mais nous excusons ce pauvre Ramadani qui a hérité des tares de ce hizb dans lequel il est, la science des événements réels *('ilm waqi'*) leurs sont totalement inconnu, incapable qu'ils sont, de comprendre le contexte, les enjeux, les retournements de situations, les manipulations, en un mots : la réalité…
Mais nous ne l'excusons pas lorsqu'il ose écrire dans ses livres «*Madarek*» et «*Fatawa*», que Abassi Madani et Ali Belhadj sont coupables de l'effusion de sang des Algériens.
Il colporte exactement les mêmes mensonges que l'état algérien et ses services vicieux qui ont massacré sans peur et sans honte leur propre population, ce que tout ceux doués d'intelligence et d'objectivité reconnaissent : il ne reste que les haineux de ce hizb pour continuer à diffuser ce mensonge et cette calomnie.

Aujourd'hui les mourji suppôts du taghout et les partisans extrémistes du takfir, ont la même position concernant ceux qui comme le FIS, tentent encore d'établir un état islamique par des moyens « légalistes », la rhétorique, la violences dans les propos est la même, la seule différence est dans l'échelle :
- Pour les mourji, ceux sont des innovateurs égarés qu'il faut vigoureusement dénoncé car ils tentent de retirer le pouvoir à leur maître taghout auquel il faut se plier
- Pour les partisans extrémistes du takfir, ceux sont ni plus ni moins que des partisans du Taghout, car il utilise la démocratie et son système
Alors que nous, Ahl oul Sunna wa Jama'a, nous leur disons, seulement que c'est une erreur, un chemin qui ne pourra pas aboutir, et nous savons que ces mouvements, ne le font que par interprétations[1] et/ou incompréhension de certaines point majeurs du dogme islamique qui sont liés à cette affaire.
Ainsi comme les partisans exagéré du takfir nous ne les taxerons pas de mécréance, car, comme le dit le Cheikh Otheymine dans *Qawa'id al Mouthla* :

« *Car il se peut que les conditions de la mécréance sont absentes chez cette personne ou bien qu'elle a des prétextes juridiques qui l'empêchent d'être mécréante." Les prétextes juridiques sont: l'ignorance, l'interprétation, la confusion.* »

Et comme les mourji pseudo-salafis, nous n'aurons pas cette attitude sectariste,

(*caractéristique de leur hizb taqlidi*), que dénonce Cheikh Al Islam Ibn Taymiyya, dans Minhaj As Sunna An-Nabawiya (5/255), il y écrit:

« *Mais ils se fâchent contre celui qui s'oppose à eux, même si ce dernier fait plein d'efforts, de réflexion (Moujtahad) donc excusable (car il peut se tromper) Allah ne se met pas en colère contre lui.* ***Par contre, ils acceptent et agréent celui qui les suit et leur donne raison même si***

---

1. Pour bien comprendre leur ijtihad et leur conception islamique du problème, prenons l'exemple de la Jordanie : Mohammed Abou Farés qui fait partie du courant dit *radica*l des frères musulmans, a écrit en 1991 « *Al Moucharaka bi l Wizara fi al Andhima al Jahiliya* » où il s'oppose fermement à la participation des *islamistes* dans un gouvernement impie…Mais il tolère sous condition, leur entrée dans le parlement, selon lui, lieu de da'wa, alors qu'à l'opposé Ishaq Farhan, faisant partie du courant moderniste (*modéré*) des frères musulmans, réplique que la notion occidental de démocratie, peut être mis en parallèle avec la notion islamique de *Choura*, et que l'on peut participer au gouvernement pour diminuer leur mal…Cheikh Abou Mohammed Al Maqdissi lorsqu'il arrive en Jordanie, au début des années 90, trouve toutes ses discussions et débats intenses sur ce sujet, c'est à ce moment qu'il décidera de rédiger « *Ad Dinan Dimocratiya* » une réfutation globale des ambiguïtés soutenues, par les différentes sensibilités.
Pourtant, Cheikh Abou Mohammed Al Maqdissi n'a jamais appliqué ensuite l'anathème contre ceux qui persistaient en Jordanie à suivre ces différentes voies…

ce dernier est ignorant, de mauvaise intention ou de bonne intention, ne possédant pas de science. *Cela leur suffit pour louer celui qu'Allah et Son Messager ne louent pas et de se dresser contre celui qu'Allah et Son Messager ﷺ acceptent. Ils pratiquent l'alliance et le reniement selon leurs propres passions, non selon la religion d'Allah et de Son Messager.* »

Ainsi on le voit, très bien par cette analyse des événements algériens, les similitudes entre khawarij-*takfiri*[1] et salafi-mourji…
Il est intéressant de constater que cette alliance, même si elle n'est pas formelle, entre ghoulat at takfir et ghoulat al irja, fut dirigés contre <u>les vrais moujahidines d'Ahl oul Sunna wa Jama'a et leurs leaders.</u>

Tout cela a permit au Taghout, à son état, et à ses différents services vicieux et haineux, de pouvoir s'en sortir sans aucun problème.

Et ceci rejoint toutes les analyses de nos grands chouyoukh, Salafs et khalafs dans leurs méthodologies : Ahl Oul Sunna wa Jama'a, sont dans le juste milieu entre ces deux sectes extrémistes…

Et mieux encore, très peu connaissent cette parole de l'Imam Ahmad, lorsqu'il dit :

« Les Khawarij sont des Mourjyas »

A cause des points de similitudes qu'il avait remarqué entre ces deux mouvements, et nous répétons : **qu'Allah fasse miséricorde au lion de la Sunna, Ahmed Ibn Hanbal, plus de 1000 ans après son analyse, certains événements contemporain, nous confirme encore l'exactitude de sa parole.**

1. Nous avons montrez que l'idéologie ghoulou at takfir, était déjà présente en Algérie, dés les années 70, par imitation du groupe egyptien « Takfir Wal Hijra » or ce groupe se dénommer à l'origine Jama'at al Mouslimine, le qualificatif takfir wal hijra lui a été attribué par les journalistes et les médias. Cette coïncidence quant à la dénomination commune entre les ghoulat at takfir est surprenante…

CONCLUSION

Les enseignements de cet épisode de l'histoire algérienne sont bénéfiques pour ceux doués de raison :
- comprendre que les états apostats sont prêts à toutes les perfidies même les plus terribles pour sauvegarder leur pouvoir
- comprendre que les partisans du Tawhid et du Jihad peuvent être sujet à des tentatives de manipulations
- comprendre que les adeptes passionnés et extrémistes du Takfir et les mourji suppôts des tawaghits sont des alliés objectifs contre Ahl oul Sunna wa Jama'a et leur 'aquida du juste milieu.

De plus l'importance est ici de souligner l'obligation pour les musulmans de prendre en compte à travers la 'aquida authentique des gens de la Sunna, l'importance du *'ilm waqi'* : la science des événements et du contexte réel.

Ainsi entendre de la part des membres de ce hizb orgueilleux qui se font appeler salafi, les mêmes thèses officielles de l'état taghout algérien, et entretenir ce mythe malsain, que les *takfiris* sont tous ceux qui ont lutté légitimement contre l'état apostat algérien et que ce sont eux qui ont massacré par méthodologie les civils, ne nous surprend pas, puisque nous avons vu leur leader en Algérie, Ramadhani, (*qui n'était qu'un petit pion dans la stratégie du pire mit en œuvre pour les généraux apostats*), dire exactement les mêmes choses que les extrémistes laïcs apostats et haineux de l'Islam…
Et nous nous rappellerons que ces belles paroles de l'Imam Ahmed a dite :

" *Rapprochez-vous d'Allah le Trés-Haut en détestant les gens de l'IRJA parce que c'est la plus solide des oeuvres chez nous*"

D'autre part les tentations extrémistes du Takfir sont réelles, et les exagérations aveugles qui empêchent d'adopter une attitude du juste milieu qui est également une attitude du bons sens, cela en prétextant des arguments bien fondés tel le Tawhid et le désaveu du Taghout, ne visent en faite qu'à isoler les gens de la sunna et leurs activistes afin de mieux en finir avec eux…
Dés lors déclarer mécréants ceux qui rejettent le Taghout, mais qui par interprétation, par confusion, par ignorance, et par « tactique » choisissent des stratégies politiques pour contrer le mal et déstabiliser le pouvoir des tawaghits, est une chose extrêmement délicate et sensible.
Tout comme les membres du hizb mourji qui utilise Tabdi' (*accusation d'innovation*), les partisans de cette méthodologie favorisant de manière excessive le Takfir, n'ont aucune science des événements réels, de plus, les raccourcis simplistes, les conclusions hâtives qu'ils font et le manichéisme arbitraire qui en découle, leurs donnent une vision tronquée du monde totalement différente qu'il l'est en réalité, une attitude qui nous rappelle celles proche de sectes millénaristes apocalyptiques…[1]

Et encore aujourd'hui, prés de 10 ans après les événements algériens, nous entendons ici et là, de la part de certains prêcheurs, parfois inconnus, sincères dans leurs extrémismes ou

1. Telle l'idéologie du groupe « Takfir Wal Hijra » qui croyait que leur rôle commencera lorsque la planète sera détruite par une guerre mondiale entre les Etats-Unis et la Russie et que toutes les armes modernes, missiles, avions et autres disparaîtront et qu'on en reviendrait au combat classique avec des épées, des flèches, des lances… !!!

téléguidés par les services spéciaux des tawaghits, une idéologie et une méthodologie qui nous rappel les manipulations du passé et qui auront les mêmes résultats dans le futur si nous y succombons…
Le cheikh Abou Mohammed Al Maqdissi, qu'Allah le libère, dans sa rissala « *Soutien et conseil* », nous mets encore en garde contre ces tentations :

« *L'exemple de certains groupes extrémistes excessifs est devant nos yeux. Gardez-vous de les imiter. Que chaque moujahid se rappelle : nous sommes les enfants d'une grande religion, son jihad, ses objectifs, ses moyens sont les plus propres, les plus purs, les plus hauts et les plus nobles. Ils dépassent en valeur les actions des gangs de la mafia, pour qui la fin justifie les moyens, et qu'aucune limite imposée par la foi religieuse, ni aucune loi ni aucune règle ne retiennent.* »

Et l'Algérie Aujourd'hui ?

La phase majeure du jihad en Algérie, de 1991 à 1995, fut stoppée par les infiltrations d'agents de la DRS et les manipulations qui ont ternies son image, pourtant la fin du jihad ne signifie pas la fin du combat (*qital)* contre l'état apostat, et la situation de l'état algérien, qui propage le *fasad*, ne le dispense pas d'être encore combattu, et à cet égard, n'oublions pas qu'Allah ﷻ dit dans son coran :

﴿ …*La fitna est pire que le meurtre…* ﴾

Dés lors des volontaires se sont portés garants du combat contre l'état apostat, jurant de continuer la lutte, et de garder intact la pression sur le Taghout en leur faisant savoir et en leur faisant rappeler que l'Algérie n'etait pas la leurs….
Des volontaires qui ont mondialement fait savoir leur attachement au Coran et à la Sounna conformément au dogme d'Ahl oul Sounna wa Jama'a, et à la compréhension des Salaf Salih, se sont regroupé et unit autour du Tawhid et du Jihad, afin de poursuivre jusqu'à son terme le combat.
Et certains toujours usent de leurs langues perfides pour discréditer ce combat, assimilant dans ce terme de *terrorisme* les actes de nos frères.
Et énonçant que ceux la, continuent dans la voie du GIA pervertie : en réalité ils ne veulent que nous obliger à adopter leur attitudes de soumissions aux tawaghits.
Ils utilisent à cet effet les mensonges et la propagande habituelle que ce sont les civils qui sont touché par ces actions, véhiculant la haine des mass média aux mains des laïcs occidentalisés, quel est cet Wala wal Bara pour croire sans précaution ces mensonges d'états alors que nos fréres témoigne d'une attention particulière sachant la situation délicate qu'est la leur.
Le dernier communiqué du Comité Informatif l'organisation Al Qaïda au Pays du Maghreb Islamique, nous énonce :

"*Ô descendants de Tarik Ibn Zayad, et Ô descendants de Oqba Ibn Nafi', sâchez que vos frères Moujahidines font preuve d'une extrême attention pour éviter le sang des musulmans, et de toutes les précautions lors de leurs attaques. Les renégats et les médias trompeurs essaieront de frapper sur la corde de "l'atteinte des innocents", en diminuant leurs pertes et en gonflant celles parmi les innocents de ceux qui n'ont pas été visés par les Moujahidines. Quant à nous, Allah le sait, nous avons fait le maximum d'efforts afin d'éviter de toucher un quelconque Musulman. Soyez donc prudent face à la campagne de tromperie et de*

désinformation qui sera grande de la taille de la frappe mortelle que recevront les agents des croisés."

Et à ceux qui doutent de la légitimité de combattre l'état algérien nous leur rappelons la parole du Cheikh al Islam Ibn Taïmmiya qui a dit dans Al-Fatawa Al-Misriya, volume 4, chapitre sur Al-Jihad :

"*Nous disons que n'importe quel groupe qui s'écarte des lois apparentes indiscutables de l'Islam qui ont été (donné de générations aux générations de Musulmans sans interruption), alors cela incombe de combattre contre un tel groupe en accordance au concencus des imams Musulman (Ijma), bien qu'ils prononcent les deux témoignages. Donc s'ils prononcent les deux shahadas (témoignages) mais s'abstiennent d'observer les cinq prières quotidiennes ils doivent être combattus jusqu'à ce qu'ils fassent les prières, et s'ils s'abstiennent de payer la zakah, cela incombe à Tous les Musulmans de les combattre jusqu'à ce qu'ils commencent à payer la zakah.* ***De même, s'ils s'abstiennent de jeûner le mois de ramadan ou de faire le pélerinage à la Maison d'Allah ou refusent d'interdire les abominations ou l'adultère ou les jeux de hasard ou les boissons alcolisées et d'autres chose interdites par la Shariah islamique ; ou s'ils refusent d'appliquer les lois du Qur'an et de la Sunnah se rapportant à la vie, la propriété, l'honneur, la direction des affaires et d'autres choses ; ou s'ils s'abstiennent d'enjoindre le bon et de défendre le mal, et de combattre les infidèles jusqu'à ce qu'ils embrassent l'Islam ou payent la jizyah (l'impôt) en soumission*.**
De la même manière, s'ils introduisent des innovations dans la religion contraires aux enseignements du Qur'an et de la Sunnah, et à la pratique des pieux predecesseurs ainsi que des imams vertueux de la communauté, pour instake, blasphémant les noms, les signes, ou attributs d'Allah, ou rejetant les ordres divins ou le décret, ou rejetant les manières avec lesquelles la communauté Musulmane s'est comportée au temps des Califs bien guidés, ou diffamant les premiers parmi les émigrés (muhajirin) et les supporteurs (ansar) et ceux qui les ont suivi fidèlement dans leurs pas ; ou s'ils combattent les Musulmans les forçant à se soumettre à eux, abandonnant la Shariah islamique, et tous les autres cas similaires.

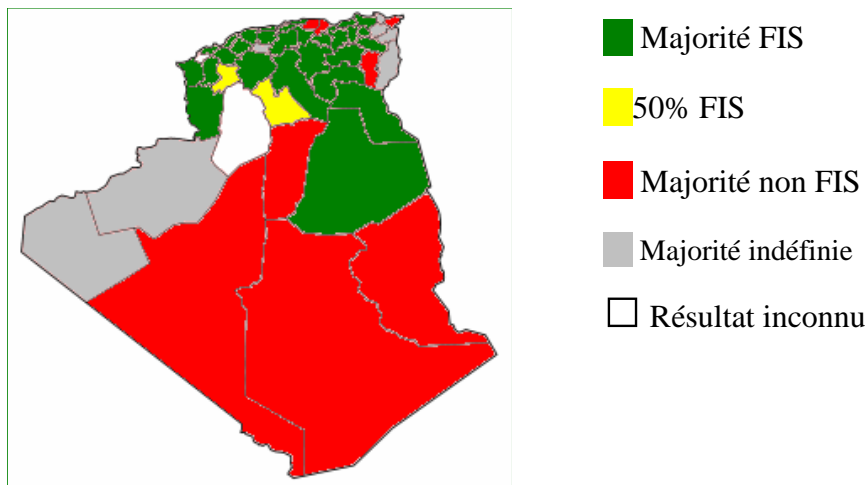
Concernant ce que Allah dit :

Et combattez les jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de persécutions et jusqu'à ce que toute la religion soit à Allah seul (**Sourate Al-Anfal:39**) »

Pourtant cela ne veut pas dire que les choix stratégiques ou les orientations prises par ceux qui combattent ne peuvent pas être critiqué : mais la chose certaine selon les preuves issue du Coran, de la Sounna et de l'ijma' authentique est l'obligation de combattre les Tawaghits, ce ne se sont que les modalités du combat et ces conditions qui peuvent être seulement discuté… Ainsi beaucoup de savants connus pour leur militantisme islamique tel les chouyoukh Abou Mohammed Al-Maqdissi, Nassir al-Fahd, ou 'Abdelqadir ibn 'Abdelaziz (*Dans Al-Djaami' 2/1016*), reconnaissent l'obligation de combattre les tawaghits, mais énoncent pourtant que les modalités sont encore à définir…[1]

Et cette position constitue une position de justesse en parfaite adéquation avec les preuves réligieuse (*dalil sha'ri*) et celles issue de la saine raison *('aqli)*
Et Allah sait mieux.

1. Notamment en terme de capacité militaire et politique à renverser le Taghout, sans que cela n'entraîne un mal plus important…C'est ici que se situe toute la complexité dans les choix stratégiques à adopter.

Annexe

Les résultats électoraux des dernières élections de 1990 en Algérie : les circonscriptions les plus peuplés ont voté massivement pour le FIS, qui détient au final la majorité absolue…

Un trio du « *clan des français* », les cerveaux du coup d'état de janvier 1991, et conspirateurs qui décidèrent d'en finir avec le courant islamique algérien, en organisant les massacres planifiés des populations civiles qui avaient voté massivement le FIS, et qui par la suite ont soutenus le jihad contre l'état taghout, et dont les familles avait des moujahidines dans les maquis.
[*De Gauche à droite, les Général : Khaled Nezzar, Larbi Belkheir, Lamari*]

Les deux Chefs du *GIA* du Taghout algérien, qui travaillaient avec les services secrets de la sécurité militaire, Djamel Zitouni à gauche, et Antar Zouabri à droite. Alors que les précédents émirs ne restaient à la tête du GIA qu'en moyenne 6 mois, avant d'être tué ou fait prisonnier, Zitouni et Zouabri, eurent une longévité surprenante à la tête du *GIA* : respectivement 22 mois pour le premier et prés de 6 ans pour le second !!!

Ce fait est inexplicable militairement, car comment ont-ils pus survivre autant de temps, alors que le GIA qu'ils contrôlent n'avait plus aucune force militaire ?
Même l'Emir Saïf Allah et Chérif Gousmi qui dirigeaient un GIA infiniment plus puissant que celui de Zitouni et Zouabri, se sont fait tués…
Simple argument logique qui prouve encore une foi que l'armée algérienne et ses services, n'a pas voulut les stopper, car ils étaient des leurs et servaient leurs intêrets, ils commirent ainsi tranquillement les massacres les plus sanglants pour salir le jihad légale contre l'état apostat, alors que les précédents émir moujahidines du GIA islamique, eux qui jamais ne touchèrent aux civils, furent paradoxalement traqués sans relâche, jusqu'à leurs morts…

Abdelmalik Ibn Ahmed Ramadhani, le meneur du hizb salafi en Algérie, qui s'acharne à imposer l'obéissance totale et absolue au pouvoir algérien, en prétextant les mensonges et les ambiguïtés habituelles.
Alors que plusieurs centaines d'imams et de prêcheurs furent assassinés, emprisonnés et interdit de parole durant cette période, Ramadhani disposait de libertés surprenantes, de moyens de prêches importants, alors que les laïcards réprimaient tous ce qui ressemble de prés ou de loin à un activisme islamique, lui n'a jamais été inquiété par personne…

Lorsqu'on connaît son minhaj, cela nous surprend pas, mais bizarrement il n'a jamais été inquiété par ces *takfiris* qui éliminaient -selon eux- tous traîtres : quelle trahison peut être plus grande que celle d'appeler ouvertement à la soumission au taghout ?
Qui peut raisonnablement imaginés ces *takfiris* éliminés des personnalités islamiques opposés au taghout grâce à des mensonges et ne jamais nuire des personnes tel que Ramadhani, ne serait-ce que verbalement ???
La seule réponse valable que *ghoulat al irja* et *ghoulat at takfir* servait les mêmes intérêts, ceux de l'état apostat…

Abou Qatada Al Filistini et Abou Hamza Al misry :
Le premier faussement accusé d'avoir soutenu par des « fatwa » les massacres collectifs du GIA alors que pourtant il s'est dissocié du groupe dés la fin 1995, et que les meurtres et massacres inexpliqués commencèrent plus d'un an après.

Le second a soutenu idéologiquement le GIA jusqu'en été 1997, manipulé à son insu, malgré les signes évidents dés 1995 de manipulation du GIA par les services de sécurité militaire (*DRS*), il a malgré tout décidé de soutenir le GIA à l'annonce de la mort de Djamel Zitouni, croyant que son successeur remettrai de l'ordre, or Antar Zouabri s'est révélé être pire que Zitouni….

Le Mardi 22 mai 2007/ 19 Rabi' Ath Thani 1428
Recherche effectuée, rédigée, compilée, commentée, par le pauvre en la miséricorde d'Allah ﷻ : Abou IShaq "Saif Al Masloul",
Toutes les erreurs lui incombent seul et toutes les vérités sont dues à Allah ﷻ.